



Université Abderrahmane Mira-Bejaia
Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des enseignements de base pour le domaine SEGC.

Polycopié pédagogique

Dossier numéro (à remplir par l'administration) :

Titre

Introduction à l'économie

Cours destiné aux étudiants de

Licence (spécialité et niveau) : SEGC-LMD L1

Année : 2024-2025.

Introduction générale

Ce polycopié de cours, Introduction à l'Économie, s'adresse aux étudiants inscrits en première année de licence SEGC-LMD (Sciences Économiques, de Gestion et des sciences Commerciales). Il est conçu en parfaite adéquation avec le programme officiel, dans le but d'offrir aux étudiants un socle de connaissances clair et structuré. Elaboré de manière pédagogique et progressive, ce support de cours vise à faciliter la compréhension des mécanismes économiques essentiels, tout en préparant les étudiants à approfondir leurs connaissances dans ce domaine.

Objectifs du Cours

Ce module a pour objectif de fournir aux étudiants une base solide pour comprendre les principes fondamentaux de la science économique. À travers ce module, les étudiants seront initiés aux concepts clés, aux mécanismes économiques et aux enjeux contemporains qui structurent les sociétés modernes. Les objectifs principaux sont de comprendre l'objet et la méthode de la science économique, d'analyser les activités économiques et les agents économiques, de découvrir les différents systèmes économiques, et de comprendre les grands déséquilibres économiques ainsi que les politiques économiques mises en place pour les résoudre. Enfin, ce cours initie les étudiants aux institutions économiques internationales et aux blocs économiques régionaux.

Public(s) visé(s) :

Ce polycopié « Introduction à l'Économie » est conçu pour répondre aux besoins pédagogiques de différents publics. Il sert principalement :

- Aux enseignants comme support de cours et base pour la préparation de leurs cours ou travaux dirigés (TD).
- Aux étudiants de première année SEGC (LMD), afin de leur fournir une compréhension solide des concepts fondamentaux et des mécanismes clés de la science économique.
- Aux étudiants d'autres filières (droit, sociologie, sciences politiques, etc.) souhaitant acquérir des notions économiques de base pour enrichir leur formation.
- À toute personne intéressée par une initiation à l'économie, que ce soit pour des besoins académiques, professionnels ou une simple curiosité intellectuelle.

Requis indispensables

Pour suivre ce cours avec efficacité, les étudiants doivent posséder :

- ✓ Des bases en mathématiques et statistiques :
 - Maîtrise des opérations fondamentales (pourcentages, proportions, représentations graphiques, etc.).
 - Notions élémentaires en statistique descriptive (moyenne, etc.).
- ✓ Des compétences analytiques et rédactionnelles :
 - Capacité à lire et synthétiser des textes économiques.
 - Aptitude à structurer un raisonnement et à s'exprimer clairement à l'écrit.
- ✓ Une curiosité pour les enjeux économiques et sociaux :
 - Intérêt pour l'actualité économique et les débats de société.
 - Ouverture d'esprit pour aborder différentes théories et perspectives.
- ✓ Une culture générale minimale en économie :
 - Familiarité avec des concepts de base (offre, demande, marché, monnaie, inflation).
 - Compréhension des mécanismes économiques simples.

Structure du polycopié

Ce support pédagogique propose une progression rigoureuse à travers cinq chapitres fondamentaux, offrant une vision à la fois théorique et concrète des principes économiques.

Le premier chapitre pose les bases disciplinaires en définissant l'objet et la méthode de la science économique, en distinguant les différents niveaux d'analyse (micro/macro). Il permet d'acquérir le vocabulaire et les outils conceptuels nécessaires pour aborder la suite du programme.

Le deuxième chapitre examine concrètement les activités économiques et leurs acteurs. Il détaille le rôle et les interactions des différents agents (ménages, entreprises, État, institutions financières et le reste du monde) au sein des circuits économiques, tout en analysant les flux réels et monétaires qui structurent la vie économique. Cette approche systémique permet de comprendre comment fonctionne une économie dans ses dimensions concrètes.

Le troisième chapitre traite des différentes formes de systèmes économiques (capitalisme, socialisme) et de leurs caractéristiques et propose une analyse comparative des systèmes économiques.

L'avant-dernier chapitre se concentre sur les déséquilibres majeurs que sont le chômage et l'inflation. Il en analyse les causes profondes, les mécanismes et les conséquences socio-économiques, tout en présentant les différentes politiques publiques (monétaires, budgétaires,

structurelles) utilisées pour y remédier. Cette partie fait le lien entre théorie économique et enjeux sociétaux concrets.

Enfin, le dernier chapitre élargit la perspective à l'échelle internationale en étudiant le rôle des grandes institutions économiques (FMI, Banque mondiale, OMC) et l'émergence des blocs régionaux. Il permet de comprendre les enjeux contemporains de la gouvernance économique mondiale et les défis posés par la globalisation.

Cette architecture progressive permet d'aborder l'économie dans toutes ses dimensions, des fondements théoriques aux applications pratiques les plus actuelles.

Modalités d'évaluation :

Le module « Introduction à l'économie » est un module de l'unité d'enseignement fondamentale (UEF) dispensée au premier semestre de la première année de licence (L1). D'un coefficient de 2 et doté de 5 crédits. Il comprend deux séances hebdomadaires de cours magistral et une séance de travaux dirigés (TD).

- Organisation des TD : Les séances de travaux dirigés prennent la forme d'exposés, préparés et présentés par les étudiants, portant sur des thématiques en lien avec le cours.

- Évaluation : La note finale du module résulte de :

- 40% de la note de contrôle continu (participation, assiduité, exposés, interrogations écrites, etc.)
- 60% de la note de l'examen final

Chapitre I : Objet et méthode de la science économique

Introduction

L'économie, en tant que discipline, est ancrée dans la réalité quotidienne des choix que nous faisons face à la rareté des ressources. Elle s'intéresse à la manière dont les individus et les sociétés utilisent les ressources limitées pour satisfaire au mieux les besoins illimités. Ce chapitre intitulé « Objet et méthode de la science économique », a pour ambition de clarifier les fondements de cette discipline en abordant, d'une part, son objet d'étude, et d'autre part, les méthodes qui lui sont propres.

Section 01 : Objet de la science économique

L'objet de la science économique est vaste et complexe, englobant l'analyse des choix humains dans un contexte de rareté des ressources. Dans cette section, nous allons explorer l'objet de la science économique à travers plusieurs dimensions clés. Nous commencerons par retracer l'historique et la définition de l'économie depuis ses origines jusqu'à nos jours. La notion de problème économique sera également abordée, mettant en évidence comment les décisions économiques découlent des besoins humains et des ressources limitées. Enfin, nous examinerons les concepts essentiels de bien et de besoins, qui sont au cœur des interactions économiques.

1-1- Historique et origine du mot « économie »

L'économie est une discipline au carrefour des sciences sociales et humaines. En tant que science sociale, elle étudie les relations entre personnes, tout en étant une science humaine, car elle s'intéresse au comportement des individus.

Les premières réflexions sur l'économie trouvent leurs origines dans la Grèce antique, notamment chez les penseurs tels qu'Aristote, Socrate et Xénophon. Etymologiquement, le terme économie dérive du grec « Oikonomia », où « Oikos » signifie maison ou foyer, et « Nomos » désigne les règles ou les lois. Ainsi, l'économie se définit comme l'ensemble des règles régissant la gestion d'une maison (ou l'art de l'administration domestique). D'ailleurs, pour Aristote « l'économie est la science des activités en famille ».

Bien que Xénophon et Aristote aient rédigé des traités sur l'économie dans l'antiquité, c'est au XVII^{ème} siècle que la pensée économique commence à se structurer, d'abord avec les mercantilistes, puis avec les physiocrates au XVIII^{ème} siècle. L'économie politique émerge à la

fin du XVIII^{ème} siècle, grâce à des figures emblématiques telles qu'Adam Smith, David Ricardo et Jean-Baptiste Say, représentant ainsi la période des économistes classiques.

C'est à la fin du XIX^{ème} siècle, avec l'émergence des néoclassiques, que l'économie se consolide en tant que discipline scientifique et commence à s'institutionnaliser.

1-2- Définition de la science économique

Il n'existe pas une unique définition de l'économie, mais plusieurs. En effet, la définition de l'économie n'est pas consensuelle. Par conséquent, les contours et le contenu de ces définitions varient selon les auteurs et les courants de pensée économique.

L'objet de l'économie est lié à un environnement économique, ce qui lui confère un caractère évolutif : de la science de richesse, à la science de l'échange à la science de la rareté.

1-2-1- L'économie « science de la richesse »

L'économie, en tant que science de la richesse, est une vision énoncée par les économistes classiques (Adam Smith, David Ricardo, J.B. Say). Cette approche se concentre sur la production, la distribution et la consommation des richesses, considérées non seulement en terme matériel, mais aussi immatériels. L'enrichissement est le but fondamental de l'individu et de la société.

L'économie, selon Adam Smith dans son ouvrage « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations » (1776), est intrinsèquement liée à l'enrichissement des sociétés. Pour lui, « l'économie politique se propose d'enrichir le peuple et le souverain ». Jean-Baptiste Say a également soutenu que « l'économie politique enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés ».

La richesse, dans ce contexte, est définie comme l'ensemble des biens matériels et immatériels qui peuvent satisfaire un besoin.

Ainsi, l'économie est la science qui vise à déterminer la manière la plus rationnelle de créer, d'échanger, de répartir et d'utiliser la richesse, tant dans l'intérêt des individus que dans celui de la société dans son ensemble.

1-2-2- L'économie « science de l'échange marchand et des prix

L'économie, en tant que science de l'échange marchand et des prix, est la perspective des néoclassiques, qui considèrent que son objet principal est l'étude des mécanismes

fondamentaux de l'échange. Selon cette approche, la valeur d'un bien ne se manifeste que dans le cadre de l'échange. Ainsi, l'économie devient une science des prix, analysant les mécanismes qui déterminent leur formation sur le marché.

1-2-3- L'économie « science de la rareté et des choix efficaces »

L'économie, en tant que science de la rareté et des choix efficaces, est une pierre angulaire de la théorie libérale. Cette approche repose sur l'idée que les ressources sont limitées, ce qui oblige les individus et les sociétés à faire des choix rationnels pour maximiser leur bien-être.

La rareté est l'insuffisance des ressources face aux besoins. Elle fait référence à la disponibilité limitée des ressources, qu'elles soient naturelles, humaines ou financières. Cette contrainte oblige les individus et les sociétés à prioriser leurs besoins et à décider comment répartir efficacement leurs ressources. Les agents économiques doivent faire des choix réfléchis afin d'optimiser l'utilisation de ces ressources. Prendre un choix dans l'utilisation des richesses économiques limitées signifie faire un arbitrage entre différents objectifs (Mankiw & Taylor, 2010).

Lionel Robbins a définie l'économie comme « la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif »

Pour Edmond Malinvaud, « l'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivants en société ; elle s'intéresse d'une part, aux opérations essentielles telles que la production, la distribution, et la consommation de biens et, d'autres part, aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations » (Malinvaud, 1968).

Définition de synthèse : L'économie étudie la façon dont les individus ou les sociétés utilisent les ressources rares en vue de satisfaire au mieux leurs besoins illimités (De Crombrughe, 2011), ou l'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont utilisées pour satisfaire au mieux les besoins illimités.

1-3- Problème économique

En économie, le problème central est la rareté des ressources. L'économie est l'étude de la manière dont une société gère et alloue ses ressources limitées.

La rareté se manifeste dans la nature par deux éléments opposés que la science économique cherche à concilier. Le premier est d'ordre naturel : les ressources sont limitées. Le second est

d'ordre humain : les besoins sont variés et illimités. Si l'un de ces deux éléments venait à disparaître, il n'y aurait pas de problème économique, et l'économie perdrait alors son utilité et son rôle.

La notion de problème économique repose sur plusieurs questions fondamentales :

1. **Quoi produire ?** : Décider quels biens et services doivent être produits en priorité.
2. **Comment produire ?** : Choisir les méthodes de production les plus efficaces et appropriées.
3. **Pour qui produire ?** : Déterminer la répartition des biens et services parmi les différentes catégories de la population.

1-4- Notions de besoins et de biens

1-4-1- Notion de besoins

En économie, le besoin se réfère à un sentiment de manque ou d'insatisfaction qui pousse un individu à désirer un bien ou un service, qui peut être satisfait par la consommation ou l'utilisation de biens et de services. Ce concept est fondamental pour comprendre le comportement économique des personnes.

Un besoin est une nécessité humaine, qu'elle soit matérielle ou immatérielle. C'est une exigence de la nature ou de la vie sociale. Il peut s'agir de besoins physiologiques (la nourriture et l'eau), ou de besoins sociaux (l'amitié, l'estime de soi, le désir d'appartenance ou de reconnaissance).

Les besoins peuvent être classés selon plusieurs critères :

- Selon leur nature :
 - ✓ Besoins primaires : Indispensables à la survie (ex. : se nourrir, se loger).
 - ✓ Besoins secondaires : Non vitaux mais importants pour le confort et le bien-être (ex. : voyager, se divertir).
- Selon le sujet économique :
 - ✓ Besoins individuels : Exprimés par une seule personne et ne causant pas de préjudice aux autres (ex. : posséder une voiture).
 - ✓ Besoins collectifs : Relatifs au bien-être général de la société (ex. : construction d'hôpitaux, sécurité publique).

Abraham Maslow (1950) a hiérarchisé les besoins humains en cinq niveaux. Cette classification est souvent représentée sous forme de pyramide (pyramide de Maslow), où chaque niveau doit être satisfait avant de pouvoir accéder au suivant.

Figure 01 : La pyramide de Maslow



Les besoins ont les caractéristiques :

- **La multiplicité** : à côté des besoins vitaux apparaissent sans cesse de nouveaux besoins
- **La satiabilité** : l'intensité du besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait ;
- **L'interdépendance** : les besoins sont liés, ils peuvent être complémentaires ou substituables.

1-4-2- Notion de bien (ressources limitées)

La notion de bien en sciences économiques est fondamentale pour comprendre les mécanismes de l'économie et la satisfaction des besoins humains. La satisfaction des besoins est obtenue à partir des biens.

En sciences économiques, la notion de bien désigne un objet, un service ou une ressource susceptible de satisfaire un besoin ou un désir humain. Un bien est tout ce qui est utile, tout ce qui est capable de couvrir ou combler un besoin.

Dans le langage économique, pour des mesures de simplification, nous n'évoquons souvent que la notion de bien en oubliant la notion de service. En réalité, un bien peut être un objet matériel ou immatériel (un service).

Types de biens

Les biens peuvent être classés de selon plusieurs critères

- Biens économiques et biens libres (non économiques)

- ✓ **Biens libres (non économiques, non marchands) :** Il s'agit de biens disponibles en quantités illimitées (en abondance dans la nature), qui ne nécessitent aucun effort pour les produire ni échange monétaire pour les avoir (exemples : l'air, le soleil, le vent).
- ✓ **Biens économiques (Rares) :** Ce sont des biens disponibles en quantité limitée, qui sont utiles (satisfaisant un besoin) et qui demandent un effort pour leur production (exemples : vêtements, tables, voitures...). Ce type de bien est au cœur de l'étude en science économique.

- Biens matériels et biens immatériels

- ✓ **Biens matériels :** les biens matériels sont des produits physiques, tangibles, apparents, qu'on peut stocker et transporter (exemples : téléphone portable, stylo...).
- ✓ **Biens immatériels (Services) :** Sont des biens invisibles (non tangibles) dont la production et la consommation sont généralement simultanées (exemples : transport, soins médicaux, formation...).

- Biens durables et biens non durables

- ✓ **Biens durables :** Un bien durable c'est un bien qui est utilisé plusieurs fois (peut être utilisé de manière répétée). Sa durée de vie est longue. L'usure de bien durable est graduelle et non instantanée (exemples : appareils électroménagers, voiture...).
- ✓ **Biens non durables :** Les biens non durables sont détruits dès leur première utilisation. La durée de vie de ce type de bien est très courte (exemples : aliments, carburants, les différents services).

- Biens finals (de consommation) et biens intermédiaires (de production)

- ✓ **Biens finals** : sont destinés à être consommés directement et sans transformation.
- ✓ **Biens intermédiaires** : destinés à la transformation dans le processus de production en vue de produire d'autres biens.

- Biens privés et biens collectifs

- ✓ **Biens privés** : Les biens privés sont des ressources qui peuvent être consommées par un individu, et leur consommation empêche d'autres individus d'en bénéficier (exemples : vêtements, des voitures ou des aliments. Ils sont caractérisés par l'exclusion (Il est possible d'empêcher une personne d'accéder à ce bien) et la rivalité (la consommation d'un bien par une personne réduit la quantité disponible pour les autres).
- ✓ **Biens collectifs** : Les biens collectifs, en revanche, sont des biens ou services qui bénéficient à tous sans que la consommation par une personne n'affecte celle des autres (exemples : l'éclairage public, routes). Ils se distinguent par la non-exclusion (Personne ne peut être exclu de l'utilisation de ce bien) et la non-rivalité (La consommation d'un bien collectif par un individu ne diminue pas la quantité disponible pour les autres).

- Biens complémentaires et biens substituables

- ✓ **Biens complémentaires** : Les biens complémentaires sont des produits qui ne peuvent être utilisés qu'en association avec d'autres (exemple : un téléphone mobile nécessite une puce téléphonique pour fonctionner).
- ✓ **Biens substituables** : Les biens substituables, quant à eux, sont des produits concurrents capables de remplacer un autre tout en satisfaisant le même besoin (exemple : les différents moyens de transport peuvent servir à la même fin, comme une voiture, un bus ou un vélo).

Section 02 : Méthode de la science économique

2- 1- Démarche de la science économique

L'économie se distingue par une démarche méthodologique rigoureuse qui vise à étudier les comportements humains liés aux choix et à la répartition des ressources. Cette démarche consiste à décrire, expliquer et prévoir les faits afin d'orienter l'action humaine.

2-2- Les éléments de la démarche en sciences économiques

2-2-1- Les hypothèses : Une hypothèse est une proposition ou une supposition formulée pour expliquer un phénomène ou un ensemble de faits, sans que son caractère véridique soit établi. C'est un énoncée qui explique comment deux variables sont liées entre elles.

L'hypothèse est une simplification de la réalité qui rend possible la formulation des théories compréhensibles et utilisables (Coulomb, Longatte, & VanhoveP., 2009).

2-2-2- Les variables : Une variable désigne un élément capable de prendre différentes valeurs au sein d'un ensemble donné. Les variables peuvent être des informations ou des données, quantitatives ou qualitatives.

2-2-3- Les modèles : le modèle est une représentation schématique ou mathématique de la réalité économique.

2-2-4- Les lois : Une loi est un raisonnement théorique destiné à donner une représentation des liens entre les variables économiques (Coulomb, Longatte, & VanhoveP., 2009). La confirmation de l'hypothèse dans la réalité donnera naissance à une loi économique (énoncée vraie sous certaines conditions).

2-3- Démarche inductive et démarche déductive

2-3-1- Méthode inductive : La méthode inductive consiste à partir d'observations particulières pour élaborer des généralisations ou des théories. Elle s'appuie sur la collecte de données empiriques et vise à établir des principes généraux à partir des faits observés.

2-3-2- Méthode déductive : La méthode déductive, quant à elle, commence par des théories ou des principes généraux afin d'aboutir à des conclusions spécifiques. Elle est souvent utilisée pour tester des hypothèses préexistantes.

2-4- Economie positive et économie normative

2-4-1- Economie positive : L'économie positive s'interroge sur le pourquoi des choses, afin de comprendre pourquoi les choses et les comportements sont ce qu'ils sont. Elle se focalise sur l'analyse des faits et des relations économiques tels qu'ils se présentent dans la réalité. Son objectif est de décrire et d'expliquer le fonctionnement de l'économie sans émettre de jugements de valeur. Cette approche repose sur des données empiriques et s'efforce d'établir des lois générales à partir d'observations concrètes, permettant ainsi une compréhension objective des mécanismes économiques.

2-4-2- Economie normative : Il s'agit de s'interroger sur ce qui devrait être fait, sur ce que doit être les choses et les comportements, c'est-à-dire, sur la meilleure manière

d'organiser la production, la consommation, les échanges, la distribution des richesses. Elle s'intéresse à donner des prescriptions et des recommandations fondées sur des jugements de valeur. Une assertion normative sous forme de conseils politiques pour améliorer le monde.

2-5- Les niveaux d'analyse de la science économique

2-5-1- La microéconomie : Elle étudie le comportement des agents économiques au niveau individuel (ménages et entreprises pris individuellement).

2-5-2- La macroéconomie : Elle cherche à comprendre le fonctionnement de l'économie dans sa globalité en mobilisant les agrégats macroéconomiques. Elle étudie l'économie à l'échelle d'un pays à travers les relations entre les grands agrégats économiques de la comptabilité nationale, tel que le revenu global, l'investissement, la consommation globale, le taux de chômage, l'inflation... Elle tend à expliciter les relations entre ces agrégats et à prédire leur évolution face à une modification des conditions (Mankiw & Taylor, 2010, p. 36).

2-5-3- La mésoéconomie : La mésoéconomie sert d'intermédiaire entre la microéconomie et la macroéconomie, en se concentrant sur l'analyse de secteurs d'activité spécifiques (tels que le primaire, le secondaire, le tertiaire ou le quaternaire), de branches d'activité particulières (comme l'industrie agroalimentaire), de la production d'un bien précis (par exemple, la production de blé), ou encore sur l'étude d'économies locales (comme celles d'une région, d'une wilaya ou d'une commune). Cette approche permet de mieux comprendre les dynamiques économiques à un niveau intermédiaire, en reliant les comportements individuels aux tendances économiques globales.

Conclusion

Dans ce premier chapitre, nous avons exploré l'origine et la définition du terme « économie », tout en nous familiarisant avec des concepts fondamentaux souvent employés dans ce domaine. Nous avons ainsi pu établir que la science économique est une discipline qui examine les comportements des individus au sein de la société, particulièrement face à la problématique de la rareté des ressources.

Ainsi, la science économique se caractérise par une méthode d'analyse propre, conçue pour offrir des explications sur les phénomènes économiques. Elle occupe un rôle essentiel en guidant les agents économiques dans un environnement complexe, où ils doivent répondre à leurs besoins tout en tenant compte des diverses contraintes, dont la rareté des ressources.

Questions de cours

1. Comment définiriez-vous la science économique en vos propres termes ?
2. Pourquoi l'économie est-elle considérée comme une science sociale ? Justifiez votre réponse.
3. Quels sont les trois problèmes fondamentaux que toute économie doit résoudre ?
4. Quelles sont les différences fondamentales entre micro et macroéconomie ?

Réponses aux questions

- 1- La science économique étudie comment les individus, les entreprises et les sociétés gèrent des ressources limitées pour satisfaire des besoins illimités. Elle analyse les choix que nous faisons face à la rareté, que ce soit dans la consommation, la production ou la répartition des richesses.
- 2- Ce qui fait de l'économie une science sociale, c'est avant tout son objet d'étude : l'être humain face à la rareté. Mais pas seulement. Contrairement aux sciences de la nature, l'économiste observe des comportements qui s'entrecroisent, se répondent, s'influencent mutuellement au sein d'un tissu social complexe.

La particularité de l'économie réside dans cette intrication permanente entre :

- Les calculs rationnels des acteurs
- Les normes sociales qui encadrent leurs choix
- Les institutions qui structurent leurs interactions

Alors qu'un physicien peut reproduire une expérience dans des conditions contrôlées, l'économiste doit composer avec une réalité mouvante où les "lois" ne s'appliquent jamais de façon mécanique. Les mêmes politiques économiques produiront des effets différents selon les pays, les époques, les cultures. Cette contingence fondamentale distingue radicalement l'économie des sciences exactes.

En définitive, si l'économie emprunte aux sciences dures certains de ses outils mathématiques, elle reste profondément une science sociale par son objet (les relations humaines), par sa méthode (nécessitant interprétation) et par la nature de ses conclusions - toujours nuancées, souvent débattues, jamais définitives.

- 3- Toute société, quelle que soit son organisation, doit répondre à trois questions clés :
 - Que produire ? (Quels biens et services privilégier, en fonction des besoins et des ressources disponibles).

- Comment produire ? (Quelles techniques, combinaisons de travail et de capital, et quels acteurs mobiliser).
- Pour qui produire ? (Comment répartir les richesses créées – par le marché, l'État, ou des mécanismes hybrides).

Ces questions reflètent le cœur du problème économique : allouer des ressources limitées entre des usages concurrents.

4- Les différences fondamentales entre la microéconomie et la macroéconomie réside dans leur champ d'étude et leur approche analytique.

❖ Microéconomie :

- Champ d'étude : La microéconomie se concentre sur les décisions économiques des individus et des entreprises. Elle analyse comment les agents économiques allouent leurs ressources, comment les prix sont déterminés par l'offre et la demande, et comment les entreprises maximisent leurs profits.

- Approche : Elle adopte une approche ascendante, c'est-à-dire qu'elle examine les comportements individuels pour comprendre comment ils influencent l'économie globale.

- Objectifs : La microéconomie vise à expliquer comment les marchés fonctionnent et comment les prix sont fixés, ainsi que comment les entreprises et les consommateurs prennent leurs décisions économiques.

❖ Macroéconomie :

- Champ d'étude : La macroéconomie s'intéresse aux grandes variables économiques nationales ou internationales, telles que le PIB, l'inflation, le chômage et la croissance économique. Elle analyse l'économie dans son ensemble pour comprendre les tendances à long terme et les effets des politiques économiques.

- Approche : Elle utilise une approche descendante, étudiant l'économie globale pour comprendre comment les politiques économiques peuvent influencer les agrégats économiques.

- Objectifs : La macroéconomie cherche à expliquer comment l'économie fonctionne à grande échelle, comment les gouvernements peuvent influencer l'économie via des politiques monétaires et fiscales, et comment résoudre des problèmes économiques majeurs comme l'inflation et le chômage.

En résumé, la microéconomie se concentre sur les décisions individuelles et les marchés spécifiques, tandis que la macroéconomie examine l'économie dans son ensemble et les politiques qui l'influencent. Bien que distinctes, ces deux branches sont interdépendantes, car les décisions microéconomiques peuvent avoir des implications macroéconomiques

Chapitre II : Les activités économiques et les agents économiques

Introduction

Ce chapitre est consacré aux fondements des activités économiques et aux différents agents qui les animent. Dans un monde en constante évolution, il est essentiel de comprendre comment les ressources sont produites, distribuées et consommées. Ce chapitre se décompose en deux sections principales : Dans la première section, nous explorerons les différentes activités économiques qui structurent notre société. La deuxième section se concentrera sur les agents économiques, qui sont les acteurs clés de l'économie. Nous identifierons les principaux agents (les ménages, les entreprises, l'État et le reste du monde) et analyserons leur rôle dans le circuit économique. Nous examinerons comment ces agents interagissent entre eux, échangent des biens et des services, et contribuent à la création de valeur. En comprenant ces interactions, nous serons mieux équipés pour appréhender les dynamiques économiques qui façonnent notre quotidien.

Section 01 : Les activités économiques

Les activités économiques forment l'ensemble des processus qui permettent à une société de satisfaire ses besoins en ressources, biens et services. Elles se décomposent en plusieurs dimensions interdépendantes, telles que la production, la consommation, l'investissement, l'épargne, l'échange et la répartition. Chacune de ces activités joue un rôle clé dans le fonctionnement d'une économie, en influençant tant les individus que les entreprises et les pouvoirs publics.

1-1- La production

1-1-1- Définition de la production : La production est une activité socialement organisée dans laquelle un agent économique, tel qu'une entreprise, mobilise et combine divers facteurs de production afin de créer des biens ou de fournir des services.

1-1-2- Mesure de la production : Au niveau microéconomique (à l'échelle individuelle, au sein d'un agent économique), pour mesurer la valeur de la production, divers paramètres peuvent être pris en compte, tels que les quantités produites, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée ou encore les bénéfices réalisés. Cependant, le paramètre le plus fréquemment utilisé demeure la valeur ajoutée (VA : la richesse réelle créée par un agent économique).

$$VA = \text{production vendue ou stockée} - \text{consommation intermédiaire}$$

À l'échelle globale (au niveau macroéconomique, au sein de la comptabilité nationale d'une économie, généralement pour un pays), pour mesurer la production on utilise le Produit Intérieur Brute (PIB).

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur macroéconomique qui quantifie la richesse générée sur une année par l'ensemble des agents résidents d'un pays, qu'il s'agisse d'entreprises nationales ou étrangères, ou d'administrations publiques. En d'autres termes, le PIB représente la valeur totale des biens et services produits au sein d'un territoire national.

$$PIB = \sum VA + TVA + DD$$

Va : valeur ajoutée, TVA : taxe sur la valeur ajoutée, DD : droit de douane

Le PNB (Produit National Brut) : Contrairement au produit intérieur brut (PIB), qui mesure la valeur ajoutée produite par l'ensemble des personnes résidant sur un territoire précis, le PNB est calculé à base des richesses créées par les ressortissants d'un pays, indépendamment de leur lieu de résidence.

$$PNB = PIB + \text{revenus reçus du reste du monde} - \text{revenus versés au reste du monde}$$

1-1-3- Facteur de production : Un facteur de production désigne les ressources utilisées (tous les biens et services utilisés) dans le processus de production d'autres biens et services.

On distingue quatre facteurs de production principaux :

- Le travail : Il s'agit des efforts physiques et intellectuels fournis par les individus dans le cadre de leur activité professionnelle.
- Le capital : Ce facteur inclut les biens matériels utilisés pour produire d'autres biens et services, comme les machines, les outils, les infrastructures, ou encore les bâtiments.
- La terre : Il fait référence aux ressources naturelles disponibles, telles que les terres agricoles, les ressources minérales, l'eau, et autres éléments fournis par la nature.
- L'entrepreneuriat : Ce facteur représente l'initiative et la capacité d'un individu à organiser les autres facteurs de production pour créer de la valeur, innover, prendre des risques et gérer une entreprise.

Ces facteurs sont combinés de différentes manières pour produire des biens et services dans une économie.

1-1-4- Types de production : La production peut être classée en plusieurs typologies :

1-1-4-1- Production marchande et non marchande

- ❖ **Production marchande** : Biens et services vendus sur le marché à un prix supérieur au coût de production (Grandchande, 2012, p. 66). Une production réalisée généralement par une entreprise commerciale privée, dans un but lucratif ou commercial (réaliser des bénéfices)
- ❖ **Production non marchande** : Services gratuits ou quasi-gratuits (prix inférieur au coût de production) généralement produits par les administrations.

1-1-4-2- Production matérielle et immatérielle

La Production matérielle comprend tous les biens qui se transportent et se stockent (biens tangibles). La Production immatérielle comprend les services, qui ne durent pas et ne se stockent pas.

1-2- La consommation

1-2-1- Définition de la consommation :

La consommation est l'opération économique consistant à acquérir des biens et des services destinés à être détruits immédiatement ou progressivement à travers leur utilisation (Drouin, 1999, p. 81). C'est une activité qui consiste à utiliser les biens et les services par un agent économique, généralement le consommateur, pour satisfaire ses propres besoins. Cette utilisation provoque la destruction immédiate (biens non durables) ou progressive (biens durables) des éléments consommés.

1-2-2- Types de consommation

1-2-2-1- Consommation finale et intermédiaire

La consommation ne se limite pas seulement aux consommateurs, comme on le suppose souvent, mais inclut également d'autres agents économiques, en particulier les producteurs.

La consommation finale fait référence aux achats effectués par les ménages dans le but de satisfaire directement leurs besoins personnels. En revanche, la consommation intermédiaire (ou productive) concerne les biens ou services qui disparaissent (ou sont transformés) lors du processus de production, tels que l'énergie ou les matières premières.

1-2-2-2- Consommation marchande et non marchande

La consommation marchande se traduit par l'achat de biens et de service sur le marché (en payant un prix qui reflète la valeur de ce bien)

La consommation non marchande correspond à la demande qui ne transite pas par le marché, l'autoconsommation ou production domestique et la consommation des services publics.

1- 2-2-3- Consommation durable et non durable (immédiate)

La consommation durable c'est la consommation d'un bien dont la durée de vie est longue ; un bien qu'on utilise plusieurs fois comme le bâtiment, les voitures et les vêtements.

La consommation non durable (immédiate) c'est la consommation d'un service ou d'un bien dont la durée de vie est très courte ; un bien qu'on utilise qu'une seul fois comme la nourriture, et les carburants.

1-2-3- Déterminants de la consommation

Les déterminants de la consommation sont les éléments qui impactent les choix de dépenses des individus et des ménages. Voici les principaux facteurs à considérer :

- Le revenu : Le revenu est l'un des déterminants les plus significatifs de la consommation. En général, une augmentation du revenu des ménages conduit à une hausse de leur consommation.
- Les prix des biens et services : Les fluctuations des prix ont un effet direct sur les décisions d'achat. Une hausse des prix peut entraîner une diminution de la demande, tandis que des prix plus bas peuvent inciter à une augmentation de la consommation.
- Les taux d'intérêt : Des taux d'intérêt bas facilitent le financement des achats à crédit pour les ménages, ce qui peut stimuler leur consommation en rendant les emprunts moins coûteux.
- Les anticipations et la confiance : Les attentes des consommateurs concernant l'avenir, notamment en matière d'évolution économique, jouent un rôle clé dans leurs comportements d'achat. Une confiance accrue dans l'avenir encourage souvent une consommation plus importante.
- Les facteurs démographiques : Des éléments tels que l'âge, la taille du foyer et la structure familiale influencent les besoins et les préférences des consommateurs, modifiant ainsi leurs comportements d'achat.
- Les préférences et modes de vie : Les goûts personnels, les préférences culturelles et les modes de vie affectent également le type de biens et services consommés par les individus.

- Les politiques publiques et fiscales : Les mesures fiscales, telles que les impôts et subventions, ainsi que d'autres politiques économiques, peuvent influencer la capacité et le désir des consommateurs à dépenser.

1-3- L'investissement

1-3-1- Définition : L'investissement représente tout sacrifice de ressources fait aujourd'hui dans l'espoir d'obtenir dans le futur des résultats dans le temps, mais d'un montant total supérieur à la dépense initiale, des bénéfices.

Pour la comptabilité nationale, l'investissement est l'acquisition de biens de production. L'investissement prend la forme de dépenses intermédiaires (consommations intermédiaires). Dépense immédiate en vue de recettes futures. Des biens durables acquis afin d'être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production.

1- 3-2- Types d'investissement

Les investissements peuvent être classés par plusieurs typologies selon plusieurs critères :

1-3-2-1- Selon leur nature

Deux types se distinguent ; investissement matériel et immatériel :

Investissement matériel ne mesure que des achats de biens matériels par l'entreprise. Investissement immatériel comprend les dépenses en services qui permettent d'accroître la productivité.

1-3-2-2- Selon l'objectif

Il existe trois types d'investissement :

Investissement de remplacement comprend toutes les dépenses liées au renouvellement du capital usé ou jugé obsolète.

Investissement d'expansion ou de capacité, il s'agit d'accroissement de la capacité de production de l'entreprise,

Investissement de productivité ou modernisation permet de produire à un coût unitaire plus faible. L'Investissement de modernisation comporte des innovations technologiques permettant notamment de produire avec une meilleure qualité ou en proposant de nouvelles caractéristiques.

1-4- L'épargne

L'épargne est un élément clé de l'économie, désignant la part du revenu qui n'est pas consacrée à la consommation immédiate. Elle revêt une importance capitale pour le financement des investissements et constitue un levier essentiel pour la croissance économique d'un pays.

1-4-1- Définition de l'épargne : L'épargne est la partie du revenu qui n'est pas consommée. Elle peut être définie comme le montant d'argent mis de côté pour une utilisation future.

1-4-2- Les Comportements (motifs ou raisons) d'Épargne

- ✓ **Précaution** : Elle vise à faire face à des imprévus. Les ménages épargnent souvent pour se prémunir contre des risques futurs, (chômage, maladie ? accidents, etc.).
- ✓ **Constitution ou transmission de patrimoine** : L'épargne est utilisée pour devenir propriétaire (acquisition de maisons, véhicules, etc.) ou pour transmettre un héritage.
- ✓ **L'épargne de projet** : De nombreux individus épargnent dans le but de financer des projets spécifiques dans le futur. Ces projets peuvent être à court ou à long terme et inclure des objectifs personnels ou familiaux (Achat d'immobilier, voyages et loisirs, étude et formation).
- ✓ **L'épargne d'investissement** : Certains épargnent dans le but de réaliser des investissements et de faire fructifier leur capital. Ces investissements peuvent prendre plusieurs formes, comme l'achat d'actions, de biens immobiliers ou d'autres actifs financiers.
- ✓ **Motifs psychologiques et comportementaux** : L'épargne peut également être motivée par des facteurs psychologiques, liés à des besoins ou des comportements individuels (sentiment de sécurité, préférences pour l'avenir, comportement de prudence).

1-4-3- déterminants de l'épargne

Les déterminants de l'épargne sont des facteurs qui influencent la décision des ménages de mettre de l'argent de côté plutôt que de le consommer immédiatement.

Facteurs Conjoncturels (à court terme)

- **Revenu** : En général, plus le revenu est élevé, plus le montant épargné augmente. Selon Keynes, l'épargne augmente plus que proportionnellement avec le revenu.
- **Taux d'intérêt** : Un taux d'intérêt plus élevé peut inciter à épargner davantage en rendant l'épargne plus attractive.

- Le niveau général des prix (l'inflation) : Le taux d'inflation affecte directement la valeur réelle de l'épargne et peut influencer les décisions d'épargne.
- Les anticipations économiques : Les anticipations des ménages concernant l'avenir économique jouent un rôle crucial dans leur comportement d'épargne.

Facteurs Structurels (à long terme)

- Fiscalité : Une fiscalité élevée peut réduire le revenu disponible et donc la capacité d'épargner.
- Institutions financières : La diversité des produits financiers offerts influence également les décisions d'épargne des ménages et des entreprises.
- La structure démographique : La structure démographique d'un pays ou d'une région influence également le comportement d'épargne. Les besoins en épargne varient en **fonction de l'âge, de la composition familiale et de l'étape de la vie d'un individu.**

1-5- L'activité d'échange

L'activité d'échange est essentielle pour comprendre comment les individus et les sociétés organisent leurs ressources et satisfont leurs besoins.

1-5-1- Définition : Elle désigne l'ensemble des transactions qui ont lieu entre différents agents économiques (individus, entreprises, États, etc.) afin de se procurer des biens et services, de la monnaie ou encore des facteurs de production.

Un échange est un acte commercial entre deux parties. Les échanges regroupent des flux de richesses intra-agents (au sein de même agent économique), inter-agents (entre deux agents différents), ou entre agents résidents et non-résidents (exportation-importation).

1-5-2- Le flux : est un mouvement (déplacement, transfert) de richesse d'un agent économique, appelé l'origine, vers un autre agent, appelé destinataire.

- ✓ **Flux réel** : mouvement de biens et services ou de travail
- ✓ **Flux monétaire** : contrepartie monétaire du flux réel. C'est le règlement du prix d'achat de biens et services.

1-5-3- Les types d'échange

L'échange de biens et services : Cela implique la vente, l'achat ou le troc de biens et services entre les agents économiques.

L'échange de travail : Les individus échangent leur force de travail contre un salaire. Les entreprises offrent des emplois en échange de cette force de travail.

L'échange de capitaux : Cela concerne les investissements financiers, les prêts, les actions ou les obligations échangées entre acteurs économiques.

1-5-4- Le marché

1-5-4-1- Définition : Un marché est un lieu, réel ou virtuel, où se rencontrent l'offre et la demande.

Le marché est une institution où se réalisent les transactions économiques.

1-5-4-2- Types de marché

- **Selon l'objet échangé :**
 - ✓ **Marché des biens et services :** où les vendeurs (offreurs : entreprises, commerçants) offrent leur produits aux acheteurs (demandeurs : ménages, entreprises, Etat) en échange d'un prix monétaire.
 - ✓ **Marché du travail :** où les ménages offrent leur force de travail aux entreprises en échange d'un salaire.
 - ✓ **Marché des capitaux :** où les agents échangent des ressources financières.
 - ✓ **Marché de change (des devises):** où s'échangent des devises en échange de la monnaie nationale.

- **Selon l'étendue :** L'étendue d'un marché se réfère à la portée géographique et à la nature de la concurrence dans ce marché.
 - **Marché local :** Un marché local désigne un marché limité à une zone géographique restreinte, souvent une ville ou une région.
 - **Marché national :** Le marché national est plus large, couvrant un pays entier. Il inclut les transactions économiques effectuées à l'intérieur des frontières d'un pays, et les produits ou services peuvent circuler à travers tout le territoire national.
 - **Marché international :** Un marché international désigne les échanges qui ont lieu entre différents pays. Les biens et services échangés sur ce type de marché proviennent de différents pays et sont destinés à un public international.
 - **Marché mondial (ou marché global) :** Le marché mondial désigne un marché qui couvre l'ensemble de la planète, avec une circulation libre des biens, services,

capitaux et technologies à l'échelle mondiale. Ce marché s'est particulièrement développé avec la mondialisation et les avancées des technologies de l'information et de la communication.

1-5-4-3- La loi de l'offre et de la demande

La loi de l'offre et de la demande est l'un des principes fondamentaux de l'économie de marché. Elle décrit comment les prix et les quantités de biens et services sont déterminés dans un marché libre en fonction des comportements des consommateurs (demande) et des producteurs (offre).

❖ **La demande :** La demande représente la quantité de biens ou de services que les consommateurs sont prêts à acheter à un prix donné, pendant une période donnée.

Il existe une relation négative entre le prix d'un bien et la quantité demandée : Plus le prix d'un bien augmente, moins la quantité demandée sera élevée. Cette relation est représentée par une courbe de demande décroissante.

❖ **L'offre :** L'offre représente la quantité de biens ou de services que les producteurs ou vendeurs sont prêts à vendre à un prix donné pendant une période donnée.

Il existe une relation positive entre le prix d'un bien et la quantité offerte : Plus le prix d'un bien augmente, plus la quantité offerte par les producteurs sera élevée. La courbe d'offre est généralement croissante.

1-5-5- La monnaie

1-5-5-1- Définition de la monnaie : La monnaie est un instrument qui permet de faciliter les échanges économiques. C'est un bien accepté en contrepartie de tous les biens et services, et ce, dans un cadre de transactions économiques. Elle désigne l'ensemble des moyens de paiement qui permettent de régler des transactions et de rembourser des dettes.

1-5-5-2- Les fonctions de la monnaie

Moyen d'échange : La monnaie permet d'effectuer des transactions. Elle est acceptée par tous, ce qui évite les inconvénients du troc (trouver un bien correspondant exactement aux besoins de l'autre).

Unité de compte : La monnaie sert à exprimer la valeur des biens et services. Elle permet de mesurer et de comparer les prix des produits, facilitant ainsi les choix économiques.

Réserve de valeur : La monnaie permet de conserver de la richesse dans le temps. Si elle est stable, elle permet de reporter la consommation à une date ultérieure.

1-5-5-3- L'évolution de la monnaie

- **Le troc :** Avant l'apparition de la monnaie, les échanges se faisaient par le biais du troc : l'échange direct de biens et services. Ce système avait plusieurs limitations : la double coïncidence des besoins (il fallait que chaque partie ait ce que l'autre désirait).

- **Les premières formes de monnaie (monnaie marchandise) :** Les premières formes de monnaie étaient des objets ayant une valeur reconnue par la société : coquillages, métal précieux (or, argent), sel, etc. Ces biens étaient choisis pour leur durabilité, leur facilité de transport, et leur divisibilité.

La monnaie métallique : Les pièces en métal (or, argent, cuivre) ont été les premières monnaies frappées par des autorités centrales, notamment par les rois et les gouvernements. L'or et l'argent sont utilisés en raison de leur valeur intrinsèque.

La monnaie fiduciaire : La monnaie fiduciaire est une monnaie papier, qui n'a pas de valeur intrinsèque mais dont la valeur est garantie par un gouvernement ou une banque centrale. Les billets de banque que nous utilisons actuellement sont un exemple de monnaie fiduciaire.

Monnaie scripturale : La monnaie scripturale est une forme de monnaie qui existe sous forme de chiffres inscrits dans les livres de comptes bancaires. Elle ne prend pas de forme physique et se matérialise par des virements bancaires, des chèques, des paiements électroniques, etc.

La monnaie électronique et les cryptomonnaies : Les monnaies numériques sont des formes de monnaie qui existent uniquement sous forme électronique et qui peuvent être utilisées pour des paiements en ligne. Les cryptomonnaies sont une sous-catégorie de monnaies numériques qui reposent sur la technologie de la blockchain et sont généralement décentralisées.

1-6- L'activité de répartition

D'une manière générale, le mot répartition désigne l'action de répartir, de distribuer, de partager ou de classer des revenus. La répartition c'est l'opération qui permet de passer de PIB au revenu national (RN). Une fois la production (PIB) est vendue, elle sera distribuée sous forme de revenus (Moutoussé & Chamblay, 2011, p. 14).

La répartition se réfère à la manière dont les revenus générés par la production sont partagés entre les différents agents économiques, tels que les travailleurs, les propriétaires de capital et les administrations publiques.

L'activité de répartition est le processus par lequel la richesse produite dans une économie est distribuée entre les différents agents économiques (ménages, entreprises, administrations).

1-6-1- La répartition primaire

La répartition primaire est la distribution des revenus générés directement par la production de biens et de services, avant toute intervention de l'État. Elle est liée aux revenus issus de la participation au processus productif, tels que les salaires, les profits, les loyers et les intérêts.

Elle est dite primaire puisque c'est le premier partage de la richesse créée à l'intérieur de l'entreprise, une répartition à la source de production.

Les principaux revenus primaires :

- **Salaires et traitements :** Rétribuent la contribution de travail des individus dans le processus de production. Ce sont les revenus obtenus en échange du travail.
- **Profits des entreprises :** Ce sont les revenus générés par la production de biens et services dans les entreprises, après paiement des coûts de production (salaires, matières premières, etc.).
- **Revenus du capital :** Ils sont issus de la possession d'actifs financiers (intérêts sur les investissements, dividendes des actions, loyers pour l'utilisation de biens immobiliers, etc.).

1-6-2- La répartition secondaire (la redistribution)

La répartition secondaire concerne la distribution des revenus après intervention de l'État, principalement par le biais des impôts et des transferts sociaux.

Les mécanismes de la répartition secondaire :

- ✓ **Les prélèvements obligatoires :** Impôts directs (sur les revenus ou le patrimoine) et impôts indirects (taxes sur la consommation) sont collectés par l'État.
- ✓ **Les redistributions et les transferts sociaux :** L'État redistribue ensuite une partie de ces prélèvements sous forme de prestations sociales, subventions, pensions, indemnités chômage, allocations familiales, etc.

Les objectifs de la répartition secondaire sont : la réduction des inégalités, le soutien aux ménages vulnérables, la stimulation de la consommation, la justice sociale, la stabilité économique et le financement des services publics.

Section 02 : Les agents et circuit économiques

Les agents économiques et les circuits économiques sont essentiels au bon fonctionnement de toute économie. Les différents agents, tels que les ménages, les entreprises, l'État et les institutions financières, jouent chacun un rôle clé dans la production, la distribution et la consommation des biens et services. Ces acteurs interagissent à travers des circuits économiques complexes, qui illustrent les flux de ressources, de biens, de services et de capitaux entre eux. Ces échanges permettent de coordonner l'offre et la demande, d'ajuster les prix et de garantir la circulation des richesses. Cette section examine les divers types d'agents économiques, leurs fonctions spécifiques, ainsi que les dynamiques des circuits économiques, afin d'apporter une meilleure compréhension des mécanismes qui régissent les interactions économiques, tant au niveau local que global.

2-1- Les agents économiques

Un agent économique est une entité (personne physique ou morale) qui prend des décisions ayant un impact sur l'économie. Ces agents peuvent être des individus, des groupes d'individus, des entreprises, ou des administrations, et ils participent à l'activité économique en adoptant des comportements spécifiques en matière de production, de consommation et d'investissement.

On regroupe ces agents économiques par leur activité principale pour les classer en cinq principaux secteurs institutionnels qui sont : les ménages, les entreprises, les administrations, les institutions financières et le reste du monde.

2-1-1- Les ménages

Un ménage se définit comme un individu ou un groupe d'individus résidant ensemble dans le même logement, partageant une consommation et un budget communs.

« Un ménage est constitué par tout individu ou tout groupe d'individus vivant sous un même toit. Ainsi, un célibataire vivant seul est un ménage au même titre qu'un couple marié ou une famille nombreuse. On peut aussi considérer une caserne de pompiers ou un monastère comme des ménages » (Généreux , 2013).

La fonction principale des ménages est la consommation de biens et services marchands. Les ménages peuvent avoir d'autres activités comme la production (dans le cadre d'une entreprise individuelle), l'épargne, paiement des impôts et taxes,...etc. Leurs ressources proviennent de la rémunération des facteurs de production (salaire, intérêts, loyers,...) et des transferts versés par l'Etat.

2-1-2-Les entreprises

Regroupent les agents économiques qui ont pour fonction principale la production des biens et services marchands non financiers.

Une entreprise est un acteur économique dont la principale fonction est de produire des biens ou des services dans le but de réaliser un profit. Elle rassemble des facteurs de production, tels que le travail, le capital, et les matières premières, pour les transformer en produits finis ou services qui seront ensuite vendus sur le marché.

Elles ont comme ressource principale viennent des résultats de la vente de leur produit.

Elles ont comme emplois la rémunération des facteurs de production (paiement des salaires et distribution des bénéfices), acquisition des facteurs de production (matières premières et des équipements, main d'œuvre,...).

Les entreprises peuvent être classées (typologie) selon trois critères :

- Selon le secteur ou branche d'activités

Un secteur d'activité regroupe toutes les entreprises qui ont la même activité principale.

Par contre, une branche d'activité regroupe toutes les entreprises qui produisent le même type de biens ou services. En général, on distingue quatre secteurs économiques :

- Secteur primaire : ce sont toutes les entreprises dont l'activité principale est directement liée à la terre (agriculture, pêche et extraction).
- Secteur secondaire : ce secteur regroupe toutes les entreprises qui font de la transformation (industrie, construction bâtiment, mécanique, chimie, agroalimentaires, etc.).
- Secteur tertiaire : ce sont toutes les entreprises qui travaillent dans les services (commerce, santé, enseignement, hôtellerie, transport, etc.).
- Secteur quaternaire : ce sont toutes les entreprises qui travaillent dans les TIC (Techniques d'Information et de Communication)

- **Selon la taille**

La taille d'entreprise se mesure par différents critères : le chiffre d'affaire, l'effectif ou les bénéfices réalisés (très petites entreprises : moins de 10 salariés, petites entreprises : entre 10 et 50 salariés, moyennes entreprises : entre 50 et 250 salariés, grandes entreprises : plus de 250 salariés).

- **Selon le statut juridique**

- Les entreprises privées : elles sont les propriétés des personnes privées puisque les capitaux qui les composent appartiennent à un entrepreneur et la direction également assurées par des personnes privées (CEVITAL, DANONE,)
- Les entreprises publiques : elles sont contrôlées par l'État puisque leurs capitaux appartiennent à l'État (SONATRACH, LA POSTE)
- Les entreprises mixtes : c'est mis en place par une association entre les capitaux privés et publics.

2-1-3- Les administrations

Les administrations sont des organismes dont la fonction principale est la production de biens et services non marchands (gratuits ou quasi gratuits). On distingue :

- **Les administrations publiques** : il s'agit de l'ensemble des administrations publiques centrales (les différents ministères) et locales (collectivités locales) et les organismes de sécurité sociale (CNAS, CASNOS) et les établissements publics (université, hôpital,...). Elles disposent d'une double fonction principale : la production des services non marchands pour la collectivité et la redistribution du revenu ou de la richesse. Elles ont comme ressources principales les prélèvements obligatoires (impôts, taxes et cotisations sociales).
- **Les administrations privées** : Les administrations privées ont pour principale mission de fournir des services non marchands à la collectivité. Parmi elles, on trouve des organisations telles que les associations, les syndicats et les partis politiques, qui œuvrent pour le bien-être et l'intérêt général.

2-1-4- Les institutions financières

Les institutions financières est un regroupement d'unités institutionnelles ayant pour fonction principale la collecte et la répartition des disponibilités financières et pour ressource principale

les dépôts et les intérêts reçus. Le rôle des institutions financières est de mettre en rapport des agents ayant un besoin de financement (à la recherche des fonds) avec ceux ayant une capacité de financement (à la recherche des placements).

Ces institutions comprennent notamment les banques et les compagnies d'assurance.

2-1-5- Le reste du monde (l'extérieur)

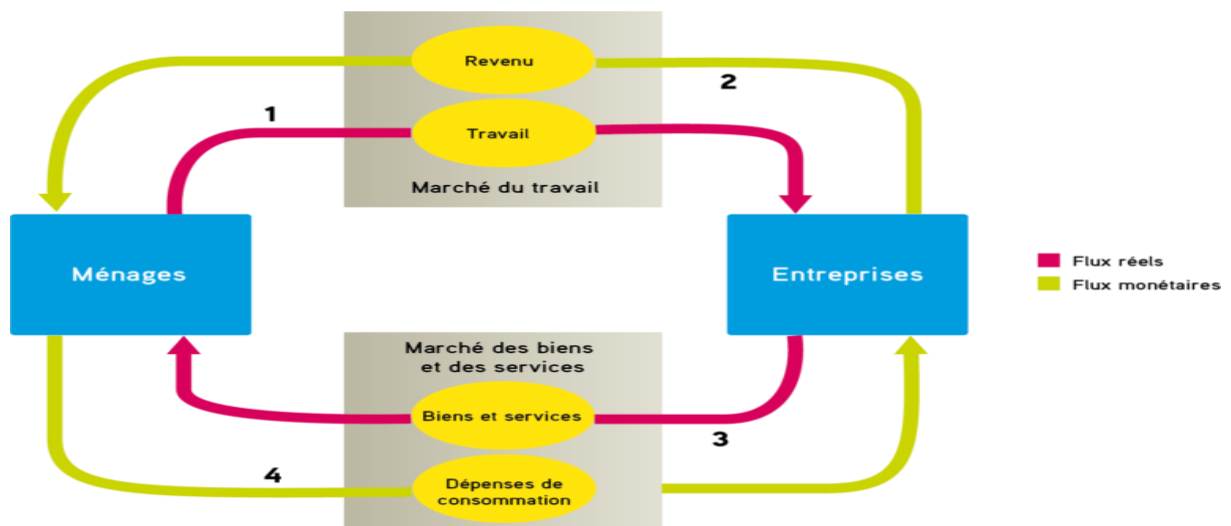
Le reste du monde ne constitue pas un véritable secteur institutionnel. Il regroupe l'ensemble des unités non résidentes. Seules les opérations impliquant des échanges entre les unités résidentes et non résidentes y sont prises en compte (importation et exportation de biens et services).

2-2- Le circuit économique

Le circuit économique est une représentation schématique simplifiée de l'activité économique, qui permet de décrire, au moyen de flux, les relations essentielles entre les différents agents économiques. Chaque flux est caractérisé par sa nature (réelle ou monétaire) et le sens du mouvement, représenté à l'aide d'une flèche. Il reflète une vision globale des mécanismes économiques qui permet de comprendre les interdépendances entre agents.

Le circuit économique simplifié

La version simplifiée du circuit économique repose sur l'interaction entre les ménages et les entreprises (voir le schéma ci-dessous) :

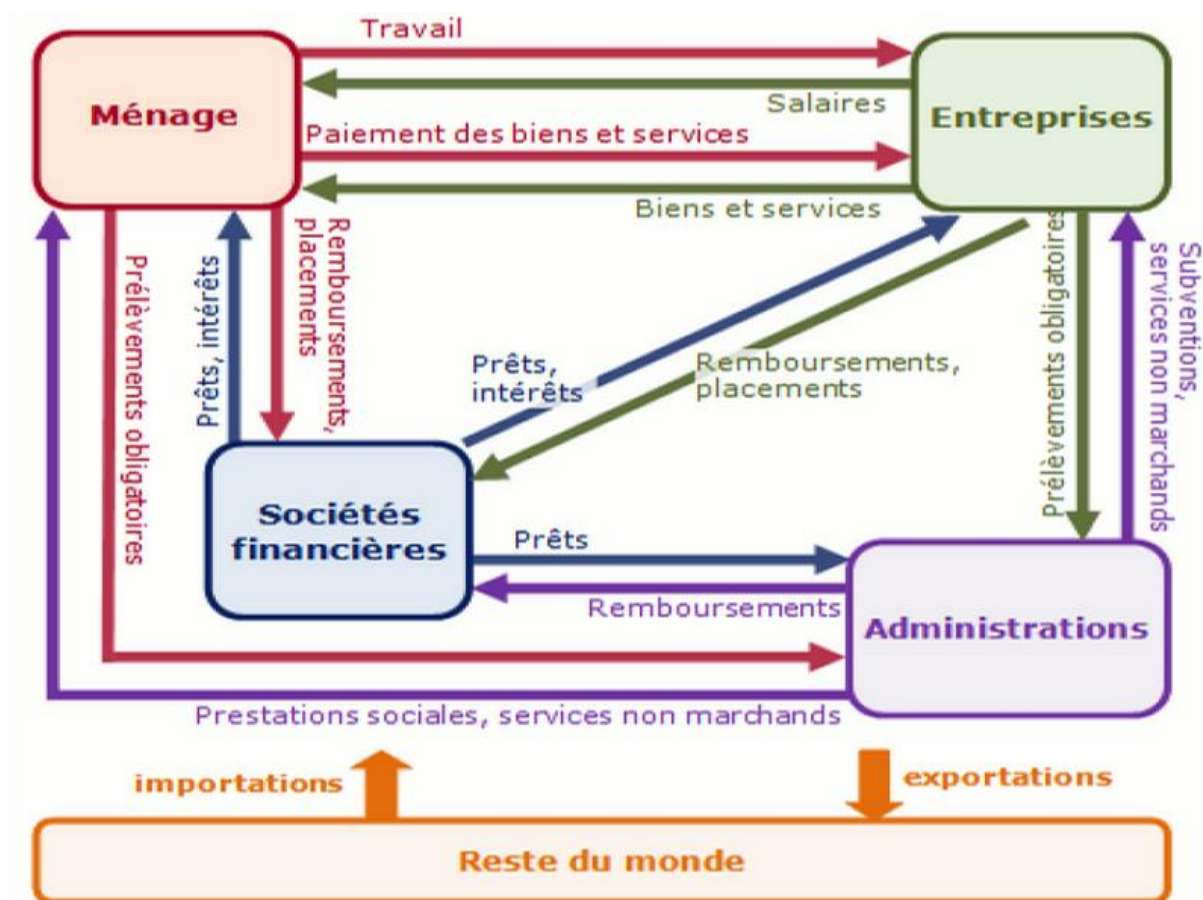


Sur le marché du travail, les ménages fournissent leur main-d'œuvre aux entreprises (1), qui en retour leur versent un salaire (2). Ces échanges se déroulent dans le cadre du marché du travail.

Sur le marché des biens et services, les entreprises proposent des biens et services (3) que les ménages achètent (4) pour répondre à leurs besoins.

Circuit économique global (incluant les échanges avec le reste du monde)

Le circuit économique global est une représentation qui illustre les interactions entre les différents agents économiques d'une économie ouverte, y compris les échanges avec le reste du monde.



Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons étudié l'analyse des activités, des objectifs et des comportements des divers agents économiques. Ces agents, qu'ils soient ménages, entreprises, administrations ou institutions financières, interagissent dans un réseau complexe de relations interdépendantes, illustrées par des flux de richesse qui circulent au sein de l'économie. Chaque agent joue un rôle

complémentaire, contribuant ainsi à la formation d'une économie intégrée et dynamique. Les décisions et les actions de chaque agent sont étroitement liées aux comportements des autres, soulignant l'importance de ces interactions pour comprendre le fonctionnement global du système économique.

Questions de cours

- 1- En quoi l'État peut-il être considéré comme un agent économique ?
- 2- Quels sont les facteurs de production nécessaires à la production d'un bien ou d'un service ?
- 3- Définissez la consommation et en quoi elle diffère de l'investissement.
- 4- Donnez des exemples de mécanismes de redistribution secondaire (répartition secondaire)

Réponses aux questions

- 1- L'État est un agent économique central car il intervient activement dans l'économie à travers plusieurs fonctions essentielles :
 - ❖ Producteur de biens et services :
 - Il fournit des services non marchands (éducation, santé, sécurité) financés par les impôts.
 - Certains États gèrent aussi des entreprises publiques (transports, énergie).
 - ❖ Consommateur et investisseur :
 - Il réalise des dépenses publiques (infrastructures, salaires des fonctionnaires).
 - Il investit dans des projets d'intérêt général (routes, hôpitaux, recherche).
 - ❖ Redistributeur des revenus :
 - Grâce aux impôts et cotisations sociales, il modifie la répartition primaire des revenus.
 - Il verse des prestations sociales (allocations chômage, retraites, aides sociales).
 - ❖ Régulateur de l'économie :
 - Il fixe des règles (droit du travail, normes environnementales).
 - Il mène des politiques économiques (budgétaire, monétaire) pour stabiliser la croissance.
 - ❖ Financement et emprunt :
 - Il se finance sur les marchés financiers.
- 2- En économie, la production repose sur la combinaison de trois facteurs principaux :

- ✓ Le travail (facteur travail) : Il s'agit de l'ensemble des activités humaines (physiques ou intellectuelles) contribuant à la création de biens et services.
- ✓ Le capital (facteur capital) : Ensemble des biens durables utilisés pour produire d'autres biens et services (Capital physique ou technique : Machines, outils, bâtiments, infrastructures et capital financier : Fonds disponibles pour investir dans la production).
- ✓ La terre (facteur terre ou ressources naturelles) : Ressources naturelles utilisées dans le processus productif (Terres agricoles, forêts, minerais, pétrole, eau, vent, soleil).

3- La différence entre consommation et investissement

Consommation : Utilisation de biens et services pour satisfaire des besoins immédiats (ex. : nourriture, vêtements, électricité). Elle détruit ou transforme le bien utilisé.

Investissement : Dépense destinée à augmenter la capacité future de production (ex. : achat de machines, construction d'une usine). Il crée ou préserve un actif durable.

Différence clé : La consommation répond à un besoin présent et n'a pas de retour productif. L'investissement vise un gain futur (productivité, revenus).

Exemple :

Acheter une voiture pour usage personnel → consommation.

Acheter un camion pour une entreprise → investissement.

4- La redistribution secondaire (répartition secondaire) repose sur des transferts sociaux et des prélèvements obligatoires visant à corriger les inégalités issues de la répartition primaire des revenus.

- ❖ Transferts sociaux (versements aux ménages) : Allocations familiales, Retraites par répartition (pensions de base et complémentaires), Aides au logement.
- ❖ Protection sociale : Allocations chômage
- ❖ Prélèvements obligatoires (financement) : Cotisations sociales (salariales et patronales) : Impôt sur le revenu (barème progressif), Impôt sur la fortune immobilière.

Chapitre III : Les systèmes économiques

Introduction

L'économie d'un pays repose sur des mécanismes qui organisent la production, la distribution et la consommation des biens et des services. Ces mécanismes peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre, en fonction des choix faits par les sociétés et les gouvernements. Dans ce chapitre, nous nous intéresserons à deux des systèmes économiques les plus influents et opposés : le capitalisme et le socialisme.

Un système économique désigne l'ensemble des institutions, mécanismes, règles et interactions qui organisent la production, la distribution, l'échange et la consommation des biens et services dans une société donnée. Il décrit la manière dont les ressources limitées sont allouées pour satisfaire les besoins des individus et de la société.

Un système économique est un mode général d'organiser l'activité économique englobant la production, la distribution et la consommation de biens et services (Capul, 2004).

Au fil de ce chapitre, nous explorerons les principes fondamentaux de ces deux systèmes, leurs avantages et leurs limites, ainsi que une comparaison des deux systèmes.

Section 01 : Le système capitaliste

1-1- Définition : Le système capitaliste est un Système économique et social fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échanges, la recherche permanente du profit afin d'accumuler le maximum du capital et l'offre et la demande fixent librement les prix sur les marchés.

1-2- Origine, genèse et développement du capitalisme

1-2-1- Origine et genèse du capitalisme

Le capitalisme puise ses origines dans les évolutions économiques, sociales et politiques qui ont caractérisé la transition du Moyen Âge à l'époque moderne, surtout à partir de la fin du XVe siècle. Il s'inscrit dans un ensemble de transformations majeures dans l'organisation des sociétés européennes.

Le déclin du féodalisme : À la fin du Moyen Âge, l'affaiblissement des structures féodales, couplé à l'émergence d'une classe marchande dynamique, favorise un climat propice à l'essor du capitalisme.

Les grandes découvertes : Les explorations géographiques ouvrent de nouvelles voies commerciales et entraînent une expansion du commerce international. Ces échanges accroissent la demande pour des biens de consommation, ce qui favorise l'accumulation de capital.

La naissance de la Banque et des marchés financiers : Dès le XIII^e siècle, l'invention de la lettre de change et des premières formes de crédit stimule l'accumulation de capital et permet d'investir dans de nouveaux projets commerciaux.

L'essor du marché et des marchands : Avec l'expansion du commerce et l'émergence d'une classe marchande, de nouvelles relations économiques axées sur le marché se développent. La notion de profit, essentielle au capitalisme, commence à prendre de l'ampleur. L'argent et les transactions monétaires deviennent les principaux moteurs des activités économiques.

1-2-2- Développement du capitalisme

Le capitalisme marchand (XVI^e - XVII^e siècles) : Au cours de cette période, le commerce extérieur et la colonisation jouent un rôle crucial. Les puissances européennes telles que l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, l'Angleterre et la France établissent d'importants empires coloniaux. La colonisation permet d'extraire des ressources et de créer des marchés pour les produits manufacturés. Ce modèle économique est centré sur l'accumulation de richesses via le commerce international

La révolution industrielle (XVIII^e - XIX^e siècles) : Le capitalisme entre dans une nouvelle phase avec l'industrialisation, particulièrement en Grande-Bretagne au début du XIX^e siècle. L'invention de machines transforme la production. Les usines remplacent les ateliers artisanaux, et la production de masse devient possible. Cela marque une transition vers un capitalisme industriel où l'accumulation de capital se fait à travers l'investissement dans les usines et l'exploitation du travail salarié.

Le capitalisme financier (fin du XIX^e - XX^e siècle) : Avec le développement des grandes entreprises industrielles, la concentration de la richesse et des ressources entraîne l'émergence d'une classe de capitalistes financiers. Ce phénomène est soutenu par la création de grandes banques et d'institutions financières qui facilitent les investissements à l'échelle mondiale. Le capitalisme se mondialise de plus en plus, avec des marchés interconnectés et une circulation internationale du capital.

Le capitalisme contemporain : Le capitalisme continue de se développer, mais il est désormais marqué par des changements majeurs dans les structures économiques et les relations internationales.

Le capitalisme numérique : À la fin du XXe et au début du XXIe siècle, l'essor des technologies numériques et de l'internet a donné naissance à un nouveau modèle économique, où l'information et les plateformes numériques jouent un rôle central dans la création de valeur. Des entreprises comme Google, Amazon, et Facebook incarnent ce nouveau capitalisme, axé sur la gestion des données et les modèles économiques basés sur la publicité et les services en ligne.

1-3-Les fondements du capitalisme

Le capitalisme est un système économique complexe qui repose sur plusieurs fondements clés, chacun jouant un rôle essentiel dans son fonctionnement et son développement.

- **La propriété privée des moyens de production :** elle constitue l'un des fondements essentiels du capitalisme. Cela implique que les individus ou les entreprises détiennent et gèrent les ressources indispensables à la production de biens et de services. Cette propriété privée joue un rôle crucial dans la stimulation de l'initiative individuelle et des investissements, car les propriétaires ont pour objectif d'optimiser leurs profits.

- **La liberté économique :** Elle repose sur : la liberté d'entreprendre et la liberté d'échange.

La liberté d'entreprise : Les individus sont libres de créer des entreprises et de produire des biens ou des services selon leur choix. Cela favorise l'innovation et la diversité des produits.

La liberté d'échange : Toute personne a le droit d'acheter, de stocker ou de vendre des biens et services.

- **Recherche du profit et l'accumulation du capital :** La recherche du profit est au cœur du capitalisme. Les entreprises sont motivées par le désir d'accumuler des richesses, ce qui les pousse à améliorer leur efficacité et à innover. L'accumulation du capital est une source importante de croissance économique.

- **Marché libre :** Un marché libre permet aux forces de l'offre et de la demande de s'équilibrer (main invisible du marché) sans intervention de l'État. Les prix des biens et services sont fixés par le marché.

- **Concurrence** : Elle favorise l'efficacité économique en incitant les entreprises à offrir de meilleurs produits et services à des prix compétitifs.

- **Rôle limité de l'Etat** : l'État se désengage de l'activité économique, pas de planification et pas de centralisation de la décision économique (principe : laissez faire, laissez passer). L'État doit se contenter des fonctions de régulation en tant qu'État gendarme, ainsi qu'à assurer la justice, la sécurité et la défense.

1-4- Les avantages du système capitaliste

- **Incitation à l'innovation** : les entreprises cherchent constamment à améliorer leurs produits et services pour maximiser leur profit et rester compétitives. Ce qui peut conduire à des avancées technologiques, scientifiques et industrielles qui bénéficient à l'ensemble de la société.

- **Efficacité économique** : La concurrence pousse les entreprises à innover et à réduire les coûts, ce qui peut mener à une utilisation plus efficace des ressources, une réduction des gaspillages et une amélioration générale de la productivité.

- **Liberté économique et individuelle** : Les individus peuvent choisir leur métier, investir dans des entreprises ou créer leurs propres entreprises. Cette liberté favorise l'autonomie personnelle et permet aux gens de prendre des décisions économiques qui reflètent leurs préférences et aspirations.

- **Croissance économique (création de richesses)** : Grâce à la recherche du profit, les entreprises augmentent la production de biens et de services, ce qui peut mener à une croissance économique soutenue. Cette création de richesse peut améliorer le niveau de vie et le bien-être social.

- **Diversité de choix pour les consommateurs** : En raison de la concurrence, les entreprises sont encouragées à répondre à des besoins variés et à offrir des produits de meilleure qualité. Cela permet aux consommateurs de choisir parmi une gamme plus large d'options en fonction de leurs préférences.

1-5- Les inconvénients du capitalisme

- **Inégalités socio-économiques** : Le capitalisme peut conduire à des disparités de richesse importantes, car certaines personnes ou entreprises accumulent plus de ressources que d'autres. Le système capitaliste crée des inégalités sociales considérables entre les individus, des riches (bourgeois) et des pauvres (les prolétaires).

- **Exploitation des travailleurs** : Les entreprises cherchent souvent à maximiser leurs profits, ce qui peut entraîner une pression sur les travailleurs pour qu'ils acceptent des salaires plus bas, des conditions de travail précaires et de longues heures de travail.

- **Instabilité économique (crises économiques)** : Le capitalisme peut engendrer des cycles économiques instables, avec des périodes de croissance suivies de récessions, de crises financières ou de dépressions.

- **Externalités négatives** : Le capitalisme est fréquemment remis en question en raison de son impact négatif sur l'environnement. La quête constante de profits peut entraîner une surexploitation des ressources naturelles et une dégradation de l'environnement (pollution).

- **Le colonialisme** : Dans le but de chercher des matières premières, de l'énergie et de la main-d'œuvre à bon marché pour faire fonctionner leurs industries les pays industrialisés ont utilisé la force militaire pour exploiter les autres pays moins développés généralement les pays africains et de l'Amérique de sud.

Section 02 : Le système socialiste

Le socialisme est un concept politique et économique qui vise à établir une organisation sociale plus équitable, en réduisant les inégalités et en abolissant l'exploitation des classes sociales. Il propose une alternative au modèle capitaliste, en prônant une économie planifiée ou régulée, où les décisions économiques sont prises en fonction des besoins de la population plutôt que des intérêts privés.

2-1- Définition : Le système économique socialiste est un modèle où les moyens de production, de distribution et d'échange (usines, terres, ressources naturelles, etc.) sont principalement contrôlés par l'État. L'objectif central du socialisme est de réduire ou éliminer les inégalités économiques et sociales, en assurant une répartition plus équitable de la richesse et des ressources.

2-2- Origine et développement du capitalisme

Le terme "socialisme" apparaît au début du XIXe siècle, en réaction aux transformations économiques et sociales engendrées par la Révolution industrielle. Il est dérivé du mot latin « socius », signifiant « compagnon » ou « associé ». La première utilisation documentée du terme dans son sens moderne est attribuée à Pierre Leroux en 1834, qui l'emploie pour désigner un mouvement de pensée visant à améliorer les conditions de vie des travailleurs face aux injustices du capitalisme naissant.

Le socialisme se développe principalement en France et en Angleterre durant le XIXe siècle. Cependant, c'est avec Karl Marx et Friedrich Engels que le socialisme prend une tournure plus scientifique et révolutionnaire. Leur ouvrage *Le Manifeste communiste* (1848) critique le capitalisme et propose que le socialisme soit un moyen d'instaurer une société sans classes.

Au XXe siècle, le socialisme se diversifie en différentes tendances, allant du socialisme démocratique à des formes plus radicales.

Après la fin de la guerre froide et l'effondrement du bloc soviétique (1991), le socialisme connaît un important tournant idéologique. Les régimes socialistes autoritaires s'effondrent, et le socialisme de marché fait son apparition, combinant régulation économique, redistribution des richesses et économie capitaliste.

2-3- Les fondements du socialisme

Ce modèle repose sur plusieurs principes fondamentaux :

- Propriété collective des moyens de production : Le socialisme prône la propriété collective ou étatique des ressources et des moyens de production.

Les individus ne jouissent que de libertés et de droits restreints (Martory, Jimenez, Martina, & Pavoine, 1992, p. 17).

- Égalité sociale et justice : L'objectif fondamental du socialisme est de construire une société sans classes, dans laquelle chaque individu bénéficie de droits égaux. Cela signifie non seulement garantir une égalité sur le plan économique, mais aussi assurer un accès équitable à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services essentiels.

- Planification économique : Contrairement à l'économie de marché capitaliste, qui repose sur l'offre et la demande, le socialisme privilégie une planification économique centralisée. L'économie est dirigée par l'État qui détermine les grandes orientations économiques, la production, la distribution des ressources, et les investissements.

Inexistence de liberté d'entreprendre : c'est l'État qui établit un plan général et détaillé pour toute l'économie. il s'agit d'une économie dirigée par organe centralisé (Sloman & Wride, 2011, p. 20).

- La solidarité et la coopération : Le socialisme valorise la solidarité sociale et la coopération au lieu de la compétition. L'idée centrale est que les individus doivent unir leurs efforts pour le bien commun, plutôt que de concurrencer pour accéder aux ressources.

2-3- Avantages et inconvénients du système socialiste

2-3-1- Les avantages du socialisme

- Réduction des inégalités sociales et économiques : Le socialisme cherche à assurer une répartition plus équitable des ressources.
- Solidarité et cohésion sociale : Ce modèle favorise la coopération et la solidarité entre les individus, en mettant l'accent sur le bien-être collectif plutôt que sur l'intérêt individuel.
- Stabilité économique : L'État joue un rôle clé dans la régulation économique, ce qui peut réduire la volatilité des marchés (en réduisant les crises économiques liées aux fluctuations du marché et à la spéculation).
- Services publics accessibles à tous : L'éducation, la santé, le logement, ... sont souvent gratuits ou à faible coût, garantissant l'égalité des chances.

2-3-2- Les inconvénients du socialisme

- Inefficacité économique : Les systèmes de planification centralisée peuvent souffrir d'une mauvaise allocation des ressources.
- Bureaucratie excessive : La gestion par l'État peut engendrer une bureaucratie lourde.
- Manque d'incitations individuelles : L'absence de propriété privée peut décourager l'innovation et l'efficacité, car les individus n'ont pas d'incitations à maximiser leurs efforts.
- Limitations de la liberté individuelle : Le contrôle étatique des moyens de production peut restreindre la liberté individuelle et l'initiative personnelle, conduisant à un manque d'innovation et de dynamisme économique

Section 03 : Comparaison entre le capitalisme et le socialisme

La comparaison entre ces deux systèmes est illustrée dans le tableau ci-après.

Critères	Capitalisme	Socialisme
Régime politique	Démocratie représentative avec pluralisme politique.	Régime souvent basé sur un parti unique (dictature).
Rôle de l'Etat	Intervention minimale dans l'économie.	État omniprésent, contrôle important sur l'économie et la société.

Objectif principal	Maximisation du profit individuel.	Répartition équitable des richesses et satisfaction des besoins.
Liberté individuelle	Protection des libertés individuelles et des droits de propriété.	Libertés individuelles souvent subordonnées aux objectifs collectifs.
Propriété des moyens de production	Propriété privée	Propriété collective (étatique)
Méthodes de distribution	Basée sur le marché, avec des prix déterminés par l'offre et la demande.	Distribution planifiée pour garantir l'égalité.
Processus décisionnel	Décentralisé, basé sur le marché et la concurrence.	Centralisé, décisions prises par l'État.
Relation avec l'extérieur	Généralement forte (échanges considérables).	Généralement faible (échanges restreints).

Conclusion

En conclusion, les systèmes capitaliste et socialiste représentent deux visions opposées de l'organisation économique et sociale. Le capitalisme, basé sur la propriété privée des moyens de production et la recherche du profit individuel, privilégie la liberté de marché et l'efficacité économique, mais peut entraîner des inégalités sociales et une exploitation des ressources. À l'inverse, le socialisme, axé sur la propriété collective et une planification centrale, cherche à réduire les inégalités et à garantir une répartition équitable des richesses, mais peut souffrir de rigidités et d'une gestion moins optimale des ressources. Chaque système présente des avantages et des inconvénients, et dans la pratique, de nombreux pays adoptent des modèles hybrides (mixtes) qui tentent de tirer parti des forces des deux systèmes tout en atténuant leurs faiblesses pour répondre aux défis économiques et sociaux contemporains.

Questions de cours

- 1- Quels sont les principaux critères permettant de différencier les systèmes économiques ?
- 2- Expliquez le rôle du marché dans un système capitaliste.
- 1- Quel rôle joue l'État dans une économie socialiste par rapport à une économie capitaliste ?

Réponses aux questions de cours

1- Les principaux critères permettant de différencier les systèmes économiques sont les suivants

- ❖ La propriété des moyens de production :
 - Dans le système capitaliste, les moyens de production (usines, terres, capital) sont détenus par des acteurs privés.
 - Dans le système socialiste, ces moyens appartiennent principalement à l'État ou sont collectivisés.
- ❖ Mécanismes de coordination :
 - Le capitalisme repose sur un marché libre où l'offre et la demande déterminent les prix.
 - Le socialisme privilégie la planification centrale pour fixer les objectifs économiques et les prix.
- ❖ L'objectif principal :
 - Le capitalisme vise la maximisation du profit individuel.
 - Le socialisme cherche à atteindre l'égalité sociale et le bien-être collectif.
- ❖ Le rôle de l'État :
 - Capitalisme : L'État a un rôle limité, principalement régulateur
 - Dans le socialisme, l'État joue un rôle central dans toutes les décisions économiques.

2- Le marché dans un système capitaliste joue un rôle central comme mécanisme d'autorégulation économique. En régulant l'offre et la demande, fixant les prix et orientant l'allocation des ressources. Il favorise la concurrence, stimule l'innovation, et assure une relative liberté économique aux acteurs. Ce mécanisme repose sur la théorie de la "main invisible" (Adam Smith), où la somme des intérêts individuels produit un équilibre collectif bénéfique. Cependant, cette autorégulation connaît des limites (crises, inégalités, externalités), justifiant souvent une intervention étatique complémentaire.

3- Dans une économie socialiste, l'État joue un rôle central en contrôlant la production, la distribution des biens et la fixation des prix, cherchant à garantir l'égalité et la redistribution des richesses. En revanche, dans une économie capitaliste, l'État a un rôle plus limité (principalement régulateur, visant à protéger la concurrence et les droits de propriété), laissant le marché déterminer la production et la répartition des ressources à travers l'offre et la demande.

Chapitre IV : Les grands déséquilibres économiques et les politiques économiques

Introduction

L'économie moderne est souvent marquée par des déséquilibres qui peuvent avoir des répercussions significatives sur la société. Parmi ces déséquilibres, le chômage et l'inflation se distinguent comme deux des défis les plus pressants auxquels les gouvernements et les économistes doivent faire face.

Ce chapitre se propose d'explorer ces deux phénomènes ainsi que les politiques économiques mises en œuvre pour y remédier. Nous commencerons par explorer le chômage, en définissant ses différentes catégories et en analysant ses causes et ses conséquences sur l'économie et la société. Ensuite, nous aborderons l'inflation, en examinant ses types, ses causes et ses conséquences. Enfin, nous discuterons des politiques économiques, notamment la politique monétaire et budgétaire, qui visent à réguler ces déséquilibres.

Section 01 : Le chômage

Le chômage est l'un des principaux indicateurs des déséquilibres économiques, reflétant la capacité d'une économie à fournir des emplois à sa population active. Ce sujet revêt une importance cruciale, non seulement pour les individus concernés, mais aussi pour la société dans son ensemble. En effet, le chômage peut avoir des répercussions significatives sur la stabilité économique, le bien-être social et la cohésion communautaire.

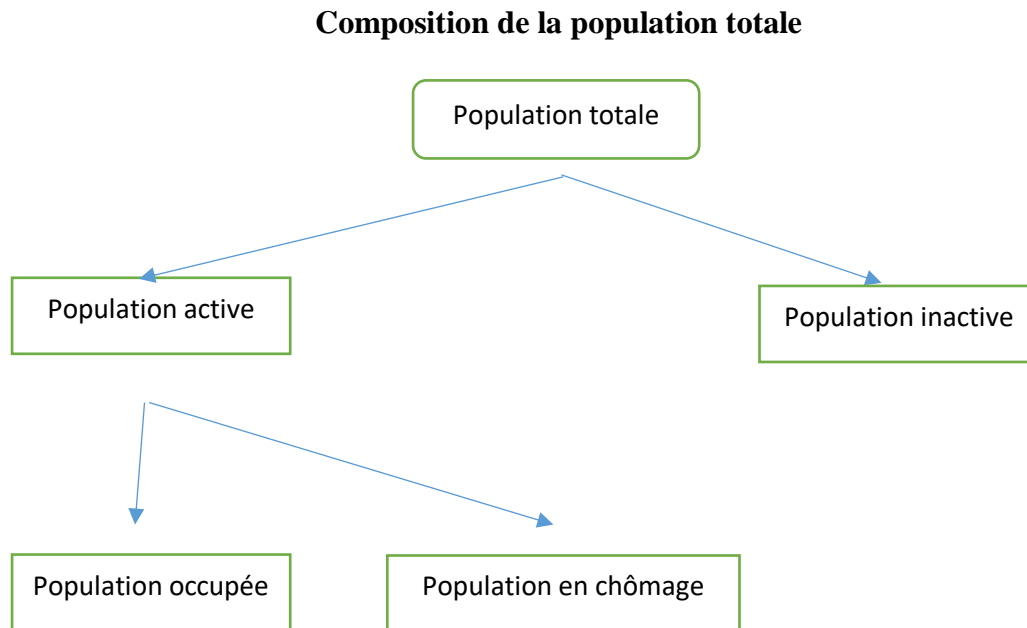
1-1- Définitions

Le chômage est un déséquilibre sur le marché de travail, où l'offre de travail dépasse la demande de travail. C'est la situation dans laquelle un individu ou une partie de la population active d'un pays, n'a pas d'emploi et en recherche un. En d'autres termes, le chômage est l'état dans lequel se trouvent les individus qui souhaitent travailler mais qui ne parviennent pas à trouver un emploi.

Un chômeur est une personne qui est sans emploi, disponible pour travailler et cherche activement un emploi.

La population active désigne l'ensemble des personnes en âge de travailler qui sont disponibles pour exercer un emploi, qu'elles soient effectivement employées ou en recherche d'un emploi. Elle regroupe donc à la fois les personnes occupées et les chômeurs.

La population totale est composée de population active et de population inactive, illustrée dans le schéma ci-après :



Taux de chômage est calculé par rapport à la population active. Il se définit par la proportion de chômeurs dans la population active, soit :

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{nombre de chômeurs} * 100}{\text{population active}}$$

1-2- Les types de chômage

Le chômage peut être classé en plusieurs types :

- **Le chômage conjoncturel** : Est un type de chômage qui résulte des fluctuations économiques à court terme, notamment lors de périodes de ralentissement ou de récession. Il se manifeste lorsque la demande globale de biens et de services diminue, ce qui pousse les entreprises à réduire leur production et, par conséquent, leur besoin en main-d'œuvre. Ce phénomène entraîne souvent des licenciements et une augmentation du nombre de chômeurs.

Le chômage structurel : Est un type de chômage qui résulte de déséquilibres durables sur le marché du travail, souvent causés par des changements dans la structure économique, démographique ou sociale d'un pays.

Chômage frictionnel : Désigne la période temporaire d'inactivité professionnelle qu'un individu traverse entre deux emplois (temps nécessaire pour que les travailleurs passent d'un emploi à un autre ou pour qu'ils trouvent leur premier emploi). Il est souvent de courte durée et lié à des transitions normales sur le marché du travail.

Chômage saisonnier : Il se produit dans des secteurs spécifiques qui dépendent des saisons. Il concerne les personnes qui perdent leur emploi à cause de la nature saisonnière de certaines activités économiques (tourisme, agriculture, etc.).

1-3- Les causes du chômage

- Le ralentissement de l'économie entraîne une baisse de la demande de biens et services, ce qui conduit les entreprises à réduire leurs effectifs.
- Un manque d'adéquation entre les compétences des travailleurs et les besoins du marché de l'emploi (les postes d'emploi offerts).
- Évolution technologique (l'automatisation et les innovations technologiques et le remplacement de l'homme par la machine).
- La délocalisation des entreprises.
- Changements dans la structure économique (des secteurs entiers peuvent disparaître ou se réduire).
- Fin de contrat ou de période d'essai.
- Relocalisation géographique pour des raisons personnelles.
- Choix personnel (préférer vivre avec des aides sociales ou des ressources personnelles).

1-4- Les conséquences du chômage

Le chômage a des conséquences significatives, tant pour les individus et les familles que pour la société dans son ensemble.

- ✓ Perte de revenu pour les personnes sans emploi ce qui peut entraîner une baisse de la consommation et du niveau de vie ;
- ✓ Détérioration de la santé physique et mentale (détérioration de bien-être social)
- ✓ baisse de l'estime de soi ;
- ✓ Augmentation des fléaux sociaux (criminalité, délinquance, vols, drogue...) ;
- ✓ tensions et conflits dans la famille ;

- ✓ Perte de liens sociaux ;
- ✓ La baisse du pouvoir d'achat peut entraîner la diminution de la consommation et de la production et affecter négativement la croissance économique ;
- ✓ Baisse des recettes fiscales et augmentation des dépenses publiques (prestations sociales et autres aides sociales) ;
- ✓ Perte de confiance dans les institutions politiques et une augmentation des tensions sociales (protestations sociales, instabilité politique).

1-5- Politique de lutte contre le chômage

La lutte contre le chômage s'inscrit dans une politique économique globale. En général, elle est réalisée à travers une politique budgétaire et une politique monétaire.

- La politique budgétaire : L'Etat utilise son budget par l'intermédiaire de ses dépenses ou de ses recettes.

- Réductions fiscales pour les entreprises et exonérations de charges sociales ;
- Investissements publics : Le gouvernement peut investir dans des projets d'infrastructure pour créer des emplois directs et indirects.

- La politique monétaire : L'objectif principal de la politique monétaire est d'influencer la quantité de monnaie en circulation et les taux d'intérêt afin de stimuler la demande globale.

- ✓ Baisse des réserves obligatoires pour encourager les banques commerciales à accorder plus de crédits ;
- ✓ Baisse des taux d'intérêts pour favoriser l'investissement des entreprises et la consommation des ménages, ce qui augmente la demande globale ;

- Politiques spécifiques : il existe aussi des politiques spécifiques comme :

- ✓ Réduction de la durée de travail ;
- ✓ Réduction de la population active (réduction de l'âge de départ en retraite) ;
- ✓ Formation professionnelle : Des programmes de formation pour améliorer les compétences des travailleurs et les adapter aux besoins du marché.

Section 02 : L'inflation

L'inflation est l'un des phénomènes économiques les plus observés et les plus influents dans les sociétés modernes. L'inflation, mot qui vient du latin « inflare », signifiant enfler, gonfler, désigne un processus de hausse généralisée, durable et cumulative des prix à l'intérieur d'un espace économique donné, généralement un pays.

2-1- Définition

L'inflation est un phénomène économique qui se définit comme une augmentation générale et durable des prix des biens et services dans une économie sur une période donnée (hausse continue du niveau général des prix à l'intérieur d'un espace donné).

2-2- Mesure de l'inflation

Le taux d'inflation est le taux de croissance du niveau général des prix sur une période donnée. Il est impossible d'observer la variation des prix de tous les biens d'une économie. On construit donc un indice des prix pour mesurer les variations observées.

Indice des prix à la consommation (IPC) : L'IPC mesure les variations, dans le temps, des prix des biens de consommation et des services acquis, utilisés ou payés par les ménages.

Il est impossible d'observer la variation des prix de tous les biens et services d'une économie. On construit donc un indice des prix pour mesurer les variations observées. L'IPC mesure le prix des biens et des services proposés aux consommateurs sur l'ensemble du territoire à partir d'un échantillon de biens et services, représentatif de la consommation des ménages appelé «panier de la ménagère».

$$\text{Taux d'inflation} = \frac{\text{IPC de l'année en cours} - \text{IPC de l'année précédente} * 100}{\text{IPC de l'année précédente}}$$

2-3- Causes de l'inflation

On peut expliquer les périodes d'inflation de plusieurs façons. Nous retiendrons ici les grands types d'explications économiques du phénomène.

- Inflation par la demande : On peut expliquer l'inflation par un excès durable de la demande réelle par rapport à l'offre réelle (si la demande de biens et de services augmente plus rapidement que l'offre, les prix augmenteront en conséquence).

La hausse des prix ne survient que dans la mesure où l'appareil de production ne peut répondre à cette augmentation de la demande et que l'ajustement offre/demande ne peut donc se faire par les quantités. Dans ce cas, c'est la hausse des prix et non les quantités qui ajuste offre et demande.

- **Inflation par la monnaie** : Si la quantité de monnaie en circulation augmente plus rapidement que la croissance économique, cela peut entraîner une augmentation des prix. Cela peut se produire lorsque les banques centrales impriment de l'argent pour financer des déficits budgétaires, des programmes de relance, ...etc.

- **Inflation par les coûts** : Elle survient lorsque les coûts de production des entreprises augmentent, ce qui conduit ces dernières à augmenter les prix des biens et services pour maintenir leurs marges bénéficiaires.

- **Inflation importée** : Elle résulte de l'augmentation des prix des biens et services importés. Cela peut se produire en raison de fluctuations des taux de change ou des hausses de prix à l'étranger.

- **Autres facteurs** : Les événements internationaux tels que les guerres, les sanctions économiques, les catastrophes naturelles, les crises économiques, les crises sanitaires,...etc.

2-4- Les conséquences de l'inflation

- Perte du pouvoir d'achat, avec une même somme d'argent, on peut acheter moins de biens et services ;

- Perte de valeur de l'épargne : Lorsque l'inflation est élevée, la valeur réelle de l'argent économisé diminue ;

- Augmentation des coûts de production pour les entreprises ;

- Difficulté de planification à long terme : Une inflation élevée et imprévisible rend la planification économique plus difficile pour les entreprises comme pour les consommateurs ;

- Perte de compétitivité des exportations : Si un pays connaît une inflation plus élevée que ses partenaires commerciaux, les prix des biens produits dans ce pays deviennent plus chers à l'international ;

- Perte de confiance dans la monnaie et l'économie ;
- Dans le cas d'une hyperinflation cela provoque une déstabilisation totale de l'économie, une perte de valeur de la monnaie, et une incapacité pour les citoyens de répondre à leurs besoins de base.

1-5- Les différents régimes de l'inflation

On distingue plusieurs régimes d'inflation selon l'importance de la hausse du niveau général des prix :

- **L'inflation rampante** : Lorsque le taux d'inflation annuel est faible (entre 1 et 3%).
- **L'inflation galopante** : Si le taux de croissance des prix est à deux chiffres (à partir de 10% par an).
- **L'hyperinflation** : Est une situation extrême. Elle concerne des périodes où le taux mensuel d'inflation peut dépasser 50%. Elle survient en général en cas de crise profonde (par exemple après une guerre).
- **La désinflation** : Lorsque le taux d'inflation diminue : par exemple, lorsque le taux d'inflation annuel passe de 10% à 8%, puis à 7% et ainsi de suite. Il ne faut pas confondre désinflation et baisse des prix.
- **La déflation** : Par opposition à l'inflation, la déflation désigne une situation de baisse générale et durable des prix.
- **La stagflation** : C'est lorsqu'un fort taux d'inflation s'accompagne d'un fort taux de chômage et d'une croissance économique nulle.

1-6- Politiques de lutte contre l'inflation

La politique de lutte contre l'inflation (politique anti-inflationniste), est une approche adoptée par les gouvernements et les banques centrales pour contrôler ou réduire le taux d'inflation dans une économie.

- **La politique monétaire restrictive** : La banque centrale peut augmenter les taux d'intérêt pour rendre le crédit plus cher et réduire ainsi la demande de prêts et la consommation.

- **La politique budgétaire** : Le gouvernement peut réduire ses dépenses (prestations sociales,...) ou augmenter ses prélèvements obligatoires (impôts et taxes) pour réduire la demande globale dans l'économie.

- **La politique de contrôle des prix (réglementation des prix)** : les gouvernements peuvent fixer des prix maximums pour les biens et services afin de limiter la hausse des prix.

❖ *Le lien entre le chômage et l'inflation*

La relation entre le chômage et l'inflation a fait l'objet de nombreuses analyses en économie, notamment à travers le modèle de la courbe de Phillips, qui montre une corrélation inverse entre ces deux variables. Proposée par l'économiste A.W. Phillips en 1958, cette courbe indique qu'un taux de chômage faible tend à être lié à une inflation élevée, et inversement.

La courbe de Phillips stipule que lorsque le chômage est faible, la demande pour les biens et services tend à augmenter. Cette dynamique peut conduire à une élévation des salaires, ce qui, à son tour, entraîne une hausse des prix et donc une inflation. En revanche, lorsque le chômage est élevé, la pression sur les salaires diminue, ce qui réduit la demande globale et freine l'augmentation des prix, entraînant une inflation plus faible.

Section 03 : Les politiques économiques

Le fonctionnement normal du marché ne permet pas toujours d'aboutir à une situation d'équilibre satisfaisante. Cette limite à la régulation par le marché justifie la mise en œuvre d'une politique économique par l'État.

3-1- Définition : Les politiques économiques désignent l'ensemble des interventions des pouvoirs publics destinés à corriger des « déséquilibres » économiques jugés dommageables (Blancheton, 2020). C'est l'ensemble des mesures prises par les autorités publiques (gouvernements, autorités monétaires, etc.) pour diriger l'économie d'un pays ou d'une région. Leurs objectifs sont spécifiques tels que la croissance économique, la stabilité des prix, le plein emploi ou l'équilibre extérieur.

3-2- Objectifs de politiques économiques

Les politiques économiques visent à corriger les déséquilibres économiques et à améliorer le bien-être général. Les objectifs principaux comprennent :

Croissance économique : Maximiser le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB). L'État cherche à promouvoir une croissance économique forte et durable qui contribue au bien-être de la population.

Plein emploi : Réduire le taux de chômage au minimum. Le rôle de l'État est de favoriser la création d'emplois directement ou indirectement pour atteindre le plein-emploi.

Stabilité des prix : Maintenir un taux d'inflation modéré. L'État cherche à garantir le pouvoir d'achat des agents économiques en luttant contre l'inflation.

Équilibre extérieur : Maintenir un équilibre entre les exportations et les importations (équilibre de la balance commerciale).

Justice sociale : La politique économique a également une finalité sociale avec la lutte contre les inégalités économiques, la pauvreté et l'exclusion sociale.

3-3- Les types de politiques économiques

La politique économique se compose d'une dimension conjoncturelle et d'une dimension structurelle.

3-3-1- Les politiques conjoncturelles (court terme) : La politique conjoncturelle est un ensemble de mesures économiques mises en œuvre par un gouvernement et une banque centrale pour influencer l'économie à court terme. Son objectif principal est d'agir sur les fluctuations économiques, en soutenant l'activité lors des périodes de ralentissement.

❖ Instruments de la politique conjoncturelle

Elle se compose de deux domaines d'action principaux : la politique budgétaire et la politique monétaire.

- **La politique budgétaire :** La politique budgétaire fait référence à l'utilisation des dépenses publiques et des recettes fiscales par le gouvernement pour influencer l'économie d'un pays. Elle est un instrument majeur des politiques économiques visant à réguler la conjoncture économique, stimuler la croissance, lutter contre le chômage ou maîtriser l'inflation.

On distingue deux types de politique budgétaire :

- Politique budgétaire expansionniste : Stimuler l'économie en période de récession ou de faible croissance (Augmentation des dépenses publiques et/ou réduction des impôts pour encourager la consommation et l'investissement).

- Politique budgétaire restrictive ou de rigueur : Réduire l'inflation ou la dette publique en période de surchauffe économique ou de déficits budgétaires excessifs (Réduction des dépenses publiques et/ou augmentation des impôts pour diminuer la demande globale et ainsi éviter la hausse des prix ou la dégradation des finances publiques).

- **La politique monétaire** : La politique monétaire désigne l'ensemble des actions menées par une banque centrale pour réguler la quantité de monnaie en circulation dans une économie, ainsi que les conditions de crédit. Son objectif principal est d'influencer les taux d'intérêt et la disponibilité de la monnaie afin d'atteindre des objectifs macroéconomiques tels que la stabilité des prix, le plein emploi et la croissance économique.

On distingue deux types de politique budgétaire :

- Politique monétaire expansionniste : Stimuler l'économie en augmentant la masse monétaire et en réduisant les taux d'intérêt (Baisse des taux d'intérêt directeurs, réduction des réserves obligatoires).

Politique monétaire restrictive ou de rigueur : Lutter contre l'inflation et ralentir une économie en surchauffe en réduisant la masse monétaire et en augmentant les taux d'intérêt (Augmentation des taux d'intérêt directeurs, vente de titres sur les marchés financiers).

3-3-2- Les politiques structurelles

La politique économique structurelle est une politique sur le long terme visant à modifier durablement la structure de l'économie. Il s'agit de préparer et d'accompagner l'économie aux changements économiques majeurs (industrialisation, mondialisation, délocalisations...). Elles comprennent des politiques telles que la politique de la concurrence, la politique industrielle, la politique de la recherche et du développement...

❖ Instruments de la politique structurelle

Les instruments utilisés dans le cadre des politiques structurelles peuvent inclure :

- **Politique industrielle** : Soutien aux secteurs stratégiques et aux petites et moyennes entreprises (PME) pour renforcer leur compétitivité.

- **Politique de formation et d'éducation** : Investissements dans le capital humain pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre.
- **Politique d'aménagement du territoire** : Amélioration des infrastructures de transport et de communication pour réduire les disparités régionales.

Conclusion :

En conclusion, ce chapitre met en évidence l'interdépendance entre le chômage, l'inflation et les politiques économiques. Une compréhension approfondie de ces déséquilibres permet aux décideurs de concevoir des stratégies ciblées et efficaces, visant à stabiliser l'économie et à promouvoir le bien-être collectif. Dans un monde économique en perpétuelle mutation, la vigilance et la capacité d'adaptation restent des qualités essentielles pour anticiper et gérer les défis économiques de manière proactive et durable.

Questions de cours

- 1- Expliquez la relation entre chômage et inflation ?
- 2- Comment les politiques monétaires (taux d'intérêt, offre monétaire) peuvent-elles influencer le chômage et l'inflation ?

Réponses aux questions de cours

- 1- La relation entre chômage et inflation est souvent décrite à travers la courbe de Phillips, qui suggère une relation inverse à court terme. Lorsqu'un pays connaît un faible taux de chômage, la demande globale augmente, ce qui pousse les salaires et les prix à la hausse, entraînant de l'inflation. En revanche, en période de chômage élevé, la demande diminue, ce qui limite la hausse des prix et réduit l'inflation. Cependant, cette relation peut s'altérer à long terme, car des facteurs tels que les attentes d'inflation ou les politiques économiques peuvent modifier ce lien.
- 2- Les politiques monétaires influencent le chômage et l'inflation principalement à travers deux instruments : les taux d'intérêt et l'offre monétaire.
 - ❖ Taux d'intérêt bas : Stimule la demande en rendant le crédit moins coûteux, ce qui peut réduire le chômage. Cependant, cela peut aussi augmenter l'inflation si la demande dépasse l'offre de biens et services.

- ❖ Taux d'intérêt élevés : Réduit la demande en rendant le crédit plus cher, ce qui peut freiner l'inflation, mais aussi augmenter le chômage en ralentissant la croissance économique.
- ❖ Offre monétaire élevée : Augmenter la masse monétaire stimule la demande et peut réduire le chômage, mais risque d'entraîner de l'inflation par la demande. Si l'offre de monnaie augmente trop, cela peut provoquer une inflation excessive.
- ❖ Offre monétaire réduite : Freine la consommation et l'investissement, ralentit l'inflation, mais peut augmenter le chômage en réduisant l'activité économique.

En résumé, une politique monétaire accommodante (taux bas et masse monétaire élevée) réduit le chômage mais peut augmenter l'inflation, tandis qu'une politique restrictive (taux élevés et masse monétaire limitée) lutte contre l'inflation mais risque d'augmenter le chômage.

Chapitre V : Les institutions économiques internationales et les blocs économiques régionaux

Introduction

L'économie mondiale actuelle est de plus en plus interconnectée, ce qui conduit à la création d'institutions économiques internationales et de blocs économiques régionaux. Ces entités sont essentielles pour la régulation des échanges commerciaux, la gestion de crises économiques et l'élaboration de politiques économiques globales. Ce chapitre vise à explorer ces entités, en mettant en lumière leur fonctionnement, leurs objectifs, ainsi que les interactions complexes qui les caractérisent.

Section 01 : Les institutions économiques internationales

Les institutions économiques internationales, telles que le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale ou encore l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), sont des acteurs essentiels dans la gestion de l'économie mondiale. Ces organisations, par leurs missions et leurs mécanismes, influencent les politiques économiques des États membres et interagissent avec d'autres acteurs économiques mondiaux.

Les institutions économiques internationales désignent les entités, les organisations ou les structures qui facilitent la coopération et la gestion des relations économiques internationales.

Ces institutions ont été créées principalement après la seconde guerre mondiale pour promouvoir la coopération économique, stabiliser l'économie mondiale, soutenir les pays en développement et réguler les échanges commerciaux. Ces institutions influencent les politiques économiques des États membres en établissant des règles et des normes qui guident les transactions économiques internationales. Elles contribuent à façonner le paysage économique global et à répondre aux défis posés par la mondialisation.

Il existe trois types d'institutions économiques internationales : Les institutions liées aux relations monétaires internationales (telle que le FMI), les institutions liées au transfert de ressources en faveur développement (telle que la BM) et les institutions liées au commerce international (telle que l'OMC).

1-1- Le fonds monétaire international (FMI)

Fondé en 1944 lors des accords de Bretton Woods, le Fonds Monétaire International (FMI) est une institution économique internationale visant principalement à assurer la stabilité du système monétaire international et à favoriser la coopération économique entre ses membres.

Le FMI compte 190 Etats membres. Un Directeur général est élu chaque cinq ans pour diriger la direction générale. Les décisions essentielles sont prises par le conseil des gouverneurs, constitué de ministres des finances ou de gouverneurs des banques centrales des pays membres.

Le FMI a pour principales missions

- La stabilité financière : Veiller à la stabilité du système monétaire international en surveillant les politiques économiques des pays membres et en fournissant des analyses et des recommandations pour prévenir les crises financières.
- L'assistance financière : Accorder des prêts aux pays confrontés à des difficultés de balance des paiements, leur permettant ainsi de stabiliser leur économie tout en mettant en œuvre des réformes nécessaires.
- La facilitation du commerce international : Encourager l'expansion du commerce mondial et la croissance économique équilibrée, contribuant ainsi à un environnement commercial favorable.
- L'assistance technique : Offrir une assistance technique et des formations aux pays membres pour renforcer leur capacité à élaborer et à mettre en œuvre des politiques économiques efficaces.

1-2- La banque mondiale (BM)

La Banque Mondiale (BM) est une institution financière internationale dont la mission principale est de lutter contre la pauvreté et de favoriser le développement économique dans les pays en développement. Établie en 1944 lors des accords de Bretton Woods, la Banque Mondiale regroupe divers organismes et institutions qui fournissent des financements sous forme de prêts, de subventions et de conseils aux nations nécessitant un soutien.

La Banque Mondiale est composée de cinq institutions principales :

- La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) : Offre des prêts et des garanties aux pays à revenu intermédiaire et aux pays pauvres solvables.
- L'Association Internationale de Développement (IDA) : Accorde des crédits et des subventions aux pays les plus pauvres.
- La Société Financière Internationale (SFI) : Investit dans des entreprises privées dans les pays en développement.
- L'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) : Fournit des assurances contre les risques politiques.
- Le Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements (CIRDI) : Offre des services de médiation et d'arbitrage pour les différends relatifs aux investissements.

Les objectifs principaux de la Banque Mondiale sont :

- ✓ Réduire la pauvreté dans le monde, en particulier dans les pays les plus vulnérables, grâce à des financements pour des projets qui favorisent la croissance économique.
- ✓ Promouvoir le développement durable par le financement de projets qui soutiennent des initiatives économiques tout en respectant l'environnement et en promouvant une croissance économique inclusive.
- ✓ Financer des projets d'infrastructures (énergie, transports, eau potable) dans les pays en développement.
- ✓ Renforcer les capacités institutionnelles (soutenir la réforme des institutions publiques, la gestion économique et l'amélioration des politiques sociales).

1-3- L'Organisation Mondiale de Commerce (OMC)

L'Organisation mondiale du commerce (OMC), fondée le 1^{er} janvier 1995 en tant que successeur du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), est une institution internationale dédiée à la régulation des échanges commerciaux. Basée à Genève, en Suisse, elle regroupe 164 membres, représentant environ 98 % du commerce mondial. Sa mission principale est de promouvoir un système commercial multilatéral stable, équitable et prévisible, en supervisant les accords commerciaux, en arbitrant les différends et en facilitant les négociations entre ses membres.

L'OMC a plusieurs objectifs clés :

- Favoriser l'ouverture commerciale (réduire les obstacles au libre-échange, tels que les droits de douane et les subventions à l'exportation).
- Règlement des différends (arbitrer les conflits commerciaux entre ses membres).
- Surveiller les politiques commerciales pour assurer leur transparence et leur conformité avec les accords internationaux.
- Offrir une assistance technique et un soutien aux pays en développement pour les aider à tirer parti du système commercial multilatéral

L'OMC repose sur cinq principes majeurs :

- ✓ Non-discrimination :
 - Clause de la nation la plus favorisée : Accorder à un pays membre les mêmes avantages qu'aux autres.
 - Traitement national : Les produits étrangers doivent être traités comme les produits locaux après leur entrée sur un marché.
- ✓ Libre-échange progressif : Réduction progressive des barrières commerciales.
- ✓ Prévisibilité et transparence : Stabiliser les règles du commerce international.
- ✓ Concurrence loyale : Lutter contre les pratiques déloyales (dumping, subventions abusives).

Section 02 : Les blocs économiques régionaux

2-1- Définition : Un bloc économique régional est une union de pays (un regroupement de pays) qui collaborent pour promouvoir la coopération économique, réduire les barrières commerciales et favoriser le développement régional. Ces blocs reflètent la tendance croissante à l'intégration économique mondiale, permettant aux nations de s'unir pour créer un espace économique plus cohérent et dynamique.

Ces regroupements sont généralement constitués de pays géographiquement proches qui s'associent pour établir des politiques économiques communes. L'objectif principal est de renforcer leur position commerciale sur la scène internationale tout en encourageant le développement économique mutuel.

2-2- Différentes formes des blocs économiques régionaux

Les blocs économiques régionaux peuvent être classés en plusieurs types selon le degré d'intégration économique et les objectifs de coopération entre les pays membres. Voici les principaux types de blocs économiques régionaux :

- ❖ **Zone de Libre-Échange** : Un accord entre plusieurs pays pour éliminer les barrières tarifaires sur les produits échangés entre eux (exemple : ALENA) ;
- ❖ **Union Douanière** : Une zone de libre-échange avec des tarifs extérieurs communs (TEC) pour les importations en provenance de pays non membres (exemple : Union Douanière de l'Afrique Australe (SACU)) ;
- ❖ **Marché Commun** : Une union douanière avec une libre circulation des biens, des services, des capitaux, et des personnes entre les pays membres (Exemple : Le Marché Commun du Sud (MERCOSUR)) ;
- ❖ **Union Économique** : Un marché commun avec une coordination des politiques économiques (exemple : UE) ;
- ❖ **Union Économique et Monétaire** : Un marché commun avec une coordination des politiques économiques et une monnaie unique partagée par les membres (exemple : Zone Euro).

2-3- Objectifs des blocs économiques régionaux

Les principaux objectifs des blocs économiques régionaux sont :

- ✓ Facilitation et promotion du commerce : En réduisant ou en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires, ces blocs facilitent le commerce intra-régional, ce qui permet aux pays de bénéficier d'un accès élargi aux marchés.
- ✓ Stimulation de la croissance économique : Par l'augmentation des échanges commerciaux et des investissements, ils contribuent à la croissance économique des pays membres.
- ✓ Renforcement de la compétitivité : En créant un marché plus vaste, ils permettent aux entreprises de mieux rivaliser à l'échelle régionale et mondiale.
- ✓ Stabilité économique et politique : La collaboration peut aider à minimiser les conflits potentiels en créant des interdépendances économiques.
- ✓ Attraction des investissements étrangers :Création d'un grand marché intégré et stable pour attirer les investisseurs étrangers.

- ✓ Harmonisation des politiques : Adoption de règles communes pour garantir une gouvernance économique efficace.
- ✓ Renforcer l'influence géopolitique : Peser davantage dans les négociations internationales et créer un contrepoids face à des économies ou blocs puissants (exemple : UE vs USA/Chine).

2-4- Exemples de blocs économiques régionaux

- **L'Union Européenne (UE)** : Créée en 1957 par le Traité de Rome, est une union économique et politique regroupant 27 pays européens. Elle se caractérise par une union économique et monétaire, avec l'euro comme monnaie utilisée par 20 pays membres, ainsi que par la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Ses principaux objectifs sont de renforcer l'intégration économique, garantir la stabilité politique et promouvoir la prospérité au sein de la région.

- **L'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC ou USMCA)** : Initialement connu sous le nom d'ALENA, a été créé en 1994 et remplacé par l'USMCA en 2020. Ce traité regroupe les États-Unis, le Canada et le Mexique, établissant une zone de libre-échange qui facilite les échanges commerciaux entre ces pays. Les principaux objectifs de l'USMCA sont de stimuler le commerce régional et de renforcer la compétitivité globale.

- **L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN ou ANASE)** : Fondée en 1967 à Bangkok et regroupe aujourd'hui dix pays : Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Vietnam, Singapour, Brunei, Laos, Myanmar et Cambodge. Cette organisation vise à promouvoir la coopération économique, politique et culturelle entre ses membres, tout en établissant une zone de libre-échange connue sous le nom d'ASEAN Free Trade Area (AFTA).

- **Le Mercosur** : Ou marché commun du sud, créé en 1991 et regroupe actuellement quatre membres principaux : l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay. Ce bloc se caractérise par une union douanière qui établit un tarif extérieur commun, facilitant ainsi les échanges entre ses membres tout en protégeant leurs marchés respectifs (le Mercosur est en train de développer un marché commun). L'objectif principal du Mercosur est de favoriser l'intégration économique en Amérique du Sud, en créant un environnement commercial plus cohérent et en renforçant les relations économiques entre ses pays membres, ce qui contribue à la stabilité et à la prospérité de la région.

- La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : Etablie en 1975 par le traité de Lagos et regroupe actuellement 15 pays d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo). Cette organisation se caractérise par la mise en place d'une zone de libre-échange et d'une union douanière, visant à faciliter les échanges commerciaux entre ses membres. La CEDEAO travaille également sur des projets d'intégration monétaire, notamment la création de la monnaie commune appelée "Eco".

Conclusion

Les institutions économiques internationales et les blocs économiques régionaux jouent un rôle central dans la structuration et le fonctionnement de l'économie mondiale. Les institutions économiques internationales, telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, fournissent un cadre pour la coopération économique entre les nations, facilitant le développement, la stabilité financière et le commerce international. D'autre part, les blocs économiques régionaux, comme l'Union Européenne, le Mercosur et l'ASEAN, illustrent la tendance croissante à l'intégration économique au niveau régional. Ces organisations sont des acteurs clés qui façonnent les dynamiques économiques mondiales. Leur interaction contribue à créer un environnement propice à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du bien-être des populations.

Questions de cours

- 1- Expliquer les différences entre la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI).
- 2- Quel est le rôle de l'OMC dans la régulation du commerce international ?
- 3- Expliquez la notion de bloc économique régional et analysez les principales motivations qui poussent les États à s'engager dans ce type d'intégration économique." ?

Réponses aux questions de cours

- 1- La Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) sont deux institutions financières internationales, mais leurs rôles et missions diffèrent :
 - La Banque Mondiale se concentre sur le financement du développement et la réduction de la pauvreté. Elle accorde des prêts à long terme pour financer des projets

d'infrastructure, de santé, d'éducation, etc., principalement dans les pays en développement.

- Le FMI a pour objectif principal de maintenir la stabilité financière mondiale en surveillant les économies des pays, en fournissant des conseils économiques, et en offrant des prêts à court terme aux pays confrontés à des problèmes de balance des paiements ou de crises économiques.

2- Rôle de l'OMC dans la régulation du commerce international

- ✓ Négocier des accords : Réduire les barrières commerciales (droits de douane, quotas).
- ✓ Arbitrer les conflits : Règlement des litiges entre pays (ex. : subventions illégales, protectionnisme).
- ✓ Surveiller les politiques commerciales : Examens réguliers pour garantir la transparence et le respect des règles.
- ✓ Assister les pays en développement : Aide technique et délais adaptés pour appliquer les accords.

3- Bloc économique régional : Définition et motivations

Un bloc économique régional est un groupe de pays qui s'unissent pour promouvoir l'intégration économique en réduisant ou supprimant les barrières commerciales entre eux, comme les droits de douane, et en adoptant des politiques économiques communes.

Les principales motivations des États pour rejoindre un bloc économique régional sont :

- ✓ Accroître le commerce intra-régional : La suppression des barrières douanières stimule les échanges commerciaux.
- ✓ Renforcer la compétitivité : Une coopération économique permet aux pays d'être plus compétitifs sur le marché mondial.
- ✓ Stabilité économique : L'intégration favorise la stabilité en renforçant la coopération économique et en réduisant les risques de conflits commerciaux.
- ✓ Accès aux marchés plus larges : Les États bénéficient d'un accès privilégié aux marchés des autres membres du bloc.
- ✓ Attirer des investissements étrangers : Les blocs régionaux peuvent rendre une zone plus attractive pour les investisseurs internationaux.
- ✓ Accroître son poids diplomatique dans les négociations internationales
- ✓ Faire contrepoids à d'autres blocs

Conclusion générale

Ce polycopié de cours d'introduction à l'économie a permis d'explorer les fondements de la science économique, depuis ses principes méthodologiques jusqu'à ses applications pratiques dans les systèmes économiques mondiaux. Nous avons commencé par comprendre l'objet et la méthode de la science économique, essentiels pour analyser les phénomènes économiques.

Ensuite, nous avons examiné les activités économiques et les agents économiques, qui sont les briques de base de toute économie. Les systèmes économiques, qu'ils soient capitalistes ou socialistes, ont été étudiés pour comprendre comment les ressources sont allouées et comment les décisions économiques sont prises.

Les grands déséquilibres économiques, tels que le chômage et l'inflation, ont été abordés, ainsi que les politiques économiques mises en place pour les résoudre. Ces politiques monétaires et fiscales jouent un rôle crucial dans la stabilisation des économies et la promotion de la croissance.

Enfin, nous avons exploré le rôle des institutions économiques internationales comme la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC, qui régulent le commerce mondial et aident les pays à surmonter les défis économiques. Les blocs économiques régionaux ont également été présentés comme des outils pour renforcer la coopération économique et la compétitivité des régions.

Ce parcours à travers les concepts économiques fondamentaux offre une base solide pour comprendre les complexités de l'économie mondiale actuelle et pour réfléchir aux défis et opportunités qui se présentent dans un monde de plus en plus interconnecté.

Examen d'Introduction à l'Economie

Question N° 01 : (05 points)

Définissez les concepts suivants :

- a) Consommation. b) Chômage conjoncturel
- c) Rareté. d) Système économique
- e) Valeur ajoutée.

Question N° 02 : (06 Points)

Citez et expliquez les formes et les fonctions de la monnaie.

Question N° 03 : (04 Points)

Expliquez les deux types de répartition et précisez les objectifs de chacun.

Question N° 04 : (05 Points)

Quel est l'intérêt (avantages) pour un pays d'intégrer un bloc économique ?

Bon courage

Le comité de matière

Bibliographie

Blancheton, B. (2020). *introduction aux politiques économique*. DUNOD.

Capul , J. (2004). Dictionnaire de l'économie et des sciences sociales de A à Z".

Coulomb, F., Longatte, J., & VanhoveP. (2009). *Économie. 2e édition*. Paris: Dunod.

De Crombrughe, A. (2011). *Choix et décisions économiques : introduction aux principes de l'économie*. Paris: DE Boeck.

Drouin, J. (1999). *Tous économistes ! Guide d'introduction à l'économie. 4e édition*. Paris: PUF.

Généreux , J. (2013). *introduction à l'économie*. Paris: éditions points.

Grandchande, M. (2012). *Premiers pas en économie : de l'histoire de la pensée aux mécanismes contemporains* . Paris: Ellipses.

Malinvaud, E. (1968). *loçon de théorie microéconomique*. Dunod.

Mankiw, G., & Taylor, M. (2010). *Principes de l'économie*. Bruxelles: De Boeck.

Martory, B., Jimenez, C., Martina, D., & Pavoine, J. (1992). *Économie générale. Tome 2*. Paris: Nathan.

Moutoussé, M., & Chamblay, D. (2011). *100 fiches pour comprendre les sciences économiques. 5e édition*. Paris: Bréal.

Sloman, J., & Wride, A. (2011). *Principes d'économie. 7e édition*. Paris: Pearson.

Ouvrages disponibles dans le fonds documentaire de la bibliothèque de l'université de Bejaia :

Silem Ahmed, 2011, *Économie politique : bases méthodologiques et problèmes fondamentaux*, Paris, Armand Colin (cote : 330/17)

Denis Clerc, 1994, *Déchiffrer l'économie*, Paris, syros (cotes : 330/198)

Beitone Alain, Cazorola Antione et Dollo Christine, 2013, *Dictionnaire de science économique*, Paris, Armand Colin (cotes : Dict330/05)

Beitone Alain, Cazorola Antione et Hemdane Estelle, 2019, *Dictionnaire de science économique*, Paris, Armand Colin (cotes : Dict330/07)

Table des matières

Introduction générale.....	01
Chapitre I : Objet et méthode de la science économique.....	04
Introduction.....	04
Section 01 : Objet de la science économique.....	04
1-1- Historique et origine du mot « économie ».....	04
1-2- Définition de la science économique.....	05
1-2-1- L'économie « science de la richesse ».....	05
1-2-2- L'économie « science de l'échange marchand et des prix.....	05
1-2-3- L'économie « science de la rareté et des choix efficaces ».....	06
1-3- Problème économique.....	06
1-4- Notions de besoins et de biens.....	07
1-4-1-Notion de besoins.....	07
1-4-2- Notion de bien (ressources limitées).....	08
Section 02 : Méthode de la science économique.....	10
2-1- Démarche de la science économique.....	10
2-2-Les éléments de la démarche en sciences économiques.....	11
2-2-1-Les hypothèses.....	11
2-2-2- Les variables.....	11
2-2-3- Les modèles.....	11
2-2-4- Les lois.....	11
2-3- Démarche inductive et démarche déductive.....	11
2-3-1- Méthode inductive.....	11
2-3-2- Méthode déductive.....	11

2-4- Economie positive et économie normative.....	11
2-4-1- Economie positive.....	11
2-4-2- Economie normative.....	11
2-5- Les niveaux d'analyse de la science économique.....	12
2-5-1- La microéconomie.....	12
2-5-2- La macroéconomie.....	12
2-5-3- La mésoéconomie.....	12
Conclusion.....	12
Questions de cours.....	13
Réponses aux questions.....	13
Chapitre II : Les activités économiques et les agents économiques.....	16
Introduction.....	16
Section 01 : Les activités économiques.....	16
1-1-La production.....	16
1-1-1- Définition de la production.....	16
1-1-2- Mesure de la production.....	16
1-1-3- Facteur de production.....	17
1-1-4- Types de production.....	17
1-1-4-1- Production marchande et non marchande.....	17
1-1-4-2- Production matérielle et immatérielle.....	17
1-2- La consommation.....	18
1-2-1- Définition de la consommation.....	18
1-2-2- Types de consommation.....	18
1-2-2-1- Consommation finale et intermédiaire.....	18

1-2-2-2- Consommation marchande et non marchande.....	18
1- 2-2-3- Consommation durable et non durable (immédiate).....	19
1-2-3- Déterminants de la consommation.....	19
1-3- L'investissement.....	20
1-3-1- Définition.....	20
1- 3-2- Types d'investissement.....	20
1-3-2-1- Selon leur nature.....	20
1-3-2-2- Selon l'objectif.....	20
1-4- L'épargne.....	20
1-4-1- Définition de l'épargne.....	20
1-4-2- Les Comportements (motifs ou raisons) d'Épargne.....	20
1-4-3- déterminants de l'épargne.....	20
1-5- L'activité d'échange.....	22
1-5-1- Définition	22
1-5-2- Le flux	22
1-5-3- Les types d'échange.....	22
1-5-4- Le marché.....	23
1-5-4-1- Définition	23
1-5-4-2- Types de marché.....	23
1-5-4-3- La loi de l'offre et de la demande.....	24
1-5-5- La monnaie.....	24
1-5-5-1- Définition de la monnaie	24
1-5-5-2- Les fonctions de la monnaie.....	24
1-5-5-3- L'évolution de la monnaie.....	25

1-6- L'activité de répartition.....	25
1-6-1- La répartition primaire.....	26
1-6-2- La répartition secondaire (la redistribution).....	26
Section 02 : Les agents et circuit économiques.....	27
2-1- Les agents économiques.....	27
2-1-1- Les ménages.....	27
2-1-2- Les entreprises.....	28
2-1-3- Les administrations.....	29
2-1-4- Les institutions financières.....	29
2-1-5- Le reste du monde (l'extérieur).....	30
2-2- Le circuit économique.....	30
Conclusion.....	31
Questions de cours.....	32
Réponses aux questions.....	32
Chapitre III : Les systèmes économiques.....	34
Introduction.....	34
Section 01 : Le système capitaliste.....	34
1-1- Définition	34
1-2- Origine, genèse et développement du capitalisme.....	34
1-2-1- Origine et genèse du capitalisme.....	34
1-2-2- Développement du capitalisme.....	35
1-3- Les fondements du capitalisme.....	36
1-4- Les avantages du système capitaliste.....	37
1-5- Les inconvénients du capitalisme.....	37

Section 02 : Le système socialiste.....	38
2-1- Définition	38
2-2- Origine et développement du capitalisme.....	38
2-3- Les fondements du socialisme.....	39
2-3- Avantages et inconvénients du système socialiste.....	40
2-3-1- Les avantages du socialisme.....	40
2-3-2- Les inconvénients du socialisme.....	40
Section 03 : Comparaison entre le capitalisme et le socialisme.....	40
Conclusion.....	41
Questions de cours.....	41
Réponses aux questions de cours.....	42
Chapitre IV : Les grands déséquilibres économiques et les politiques économiques.....	43
Introduction.....	43
Section 01 : Le chômage.....	43
1-1-Définitions.....	43
1-2-Les types de chômage.....	44
1-3-Les causes du chômage.....	45
1-4-Les conséquences du chômage.....	45
1-5-Politique de lutte contre le chômage.....	46
Section 02 : L'inflation.....	47
2-1- Définition.....	47
2-2- Mesure de l'inflation.....	47
2-3- Causes de l'inflation.....	47
2-4- Les conséquences de l'inflation.....	48

1-5- Les différents régimes de l'inflation.....	49
1-6- Politiques de lutte contre l'inflation.....	49
Le lien entre le chômage et l'inflation.....	50
Section 03 : Les politiques économiques.....	50
3-1- Définition	50
3-2- Objectifs de politiques économiques.....	50
3-3- Les types de politiques économiques.....	51
3-3-1- Les politiques conjoncturelles (court terme).....	51
3-3-2- Les politiques structurelles.....	52
Conclusion.....	53
Questions de cours.....	53
Réponses aux questions de cours.....	53
Chapitre V : Les institutions économiques internationales et les blocs économiques régionaux.....	55
Introduction.....	55
Section 01 : Les institutions économiques internationales.....	55
1-1- Le fonds monétaire international (FMI).....	56
1-2- La banque mondiale (BM).....	56
1-3- L'Organisation Mondiale de Commerce (OMC).....	57
Section 02 : Les blocs économiques régionaux.....	58
2-1- Définition.....	58
2-2- Différentes formes des blocs économiques régionaux.....	59
2-3- Objectifs des blocs économiques régionaux.....	59
2-4- Exemples de blocs économiques régionaux.....	60
Conclusion	61

Questions de cours.....	61
Réponses aux questions de cours.....	61
Conclusion générale.....	63
Sujet d'examen.....	64
Bibliographie.....	65
Table des matières.....	66